Document généré le 3 juin 2025 02:44

Études internationales

À l'Ouest rien de nouveau? Les théories sur l'avenir de la guerre au seuil du XXIe siècle?

Michel Fortmann

Volume 31, numéro 1, 2000

URI : https://id.erudit.org/iderudit/704127ar
DOI : https://doi.org/10.7202/704127ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Fortmann, M. (2000). À l'Ouest rien de nouveau? Les théories sur l'avenir de la guerre au seuil du XXIe siècle? *Études internationales*, *31*(1), 57–90. https://doi.org/10.7202/704127ar

Résumé de l'article

L'avenir de la guerre a été probablement l'un des thèmes les plus débattus en relations internationales durant la dernière décennie. Le but du présent article est de proposer une vue d'ensemble de ce débat, une revue critique de la littérature qui puisse en faciliter la compréhension et l'analyse. L'article lui-même comporte deux parties. Dans la première, les prévisions de type systémique sont examinées ; dans la seconde, il est fait état des analyses sociopolitiques des conflits dans l'après-guerre froide (guerre, État et société). La conclusion de cet essai propose quelques réflexions sur l'avenir de la guerre, ainsi que sur l'avenir de la discipline des études polémologiques.

Tous droits réservés © Études internationales, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

À l'Ouest rien de nouveau ? Les théories sur l'avenir de la guerre au seuil du XXIe siècle

Michel FORTMANN*

RÉSUMÉ : L'avenir de la guerre a été probablement l'un des thèmes les plus débattus en relations internationales durant la dernière décennie. Le but du présent article est de proposer une vue d'ensemble de ce débat, une revue critique de la littérature qui puisse en faciliter la compréhension et l'analyse. L'article lui-même comporte deux parties. Dans la première, les prévisions de type systémique sont examinées ; dans la seconde, il est fait état des analyses sociopolitiques des conflits dans l'après-guerre froide (guerre, État et société). La conclusion de cet essai propose quelques réflexions sur l'avenir de la guerre, ainsi que sur l'avenir de la discipline des études polémologiques.

ABSTRACT : The future of warfare, its persistence or its obsolescence has constituted one of the most hotly debated themes in international relations during the past decade. The purpose of the present essay is to provide a bird's eye view of this debate, but also a critical review of its main arguments.

L'avenir des conflits armés a sans doute constitué un des thèmes les plus débattus en relations internationales durant la dernière décennie. Depuis le fameux article de Francis Fukuyama intitulé *La fin de l'histoire* (1989), en passant par les reportages chocs de Robert Kaplan (1990, 1994), les thèses de John Mueller concernant l'obsolescence des guerres (1989), les prévisions pessimistes de Samuel Huntington en ce qui a trait au *Choc des civilisations* (1993, 1996) ou celles de Philippe Delmas quant au *bel avenir de la guerre* (1995), l'invasion des barbares annoncée par Matthew Connelly et Paul Kennedy (1994), la discipline des relations internationales n'a pas manqué de visionnaires[1].

* *Professeur titulaire au Département de science politique de l'Université de Montréal, Canada.*
Je remercie les deux évaluateurs anonymes de cet article pour leurs commentaires très détaillés. Il va sans dire que j'assume toute la responsabilité du texte final.

1. Voir, à ce sujet : Matthew CONNELLY et Paul KENNEDY, « Must it be the Rest Against the West ? », *Atlantic Monthly*, 274 (6), déc. 1994 ; Philippe DELMAS, *Le bel avenir de la guerre,* Paris, Gallimard, 1995 ; Francis FUKUYAMA, « The End of History ? »,*The National Interest,* (16), été 1989 ; Pierre HASSNER, « La guerre et la paix », dans *La violence et le paix. De la bombe atomique au nettoyage ethnique*, Paris, édition Esprit, 1995 ; Samuel HUNTINGTON, « The Clash of Civilizations », *Foreign Affairs*, 72 (3), été 1993 ; Samuel HUNTINGTON, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997 ; Robert KAPLAN, *Balkan Ghosts : A Journey Through History*, New York, St. Martin's Press, 1993 ; Robert KAPLAN, « The Coming Anarchy », *Atlantic Monthly*, 273 (2) février 1994 ; John MUELLER, « The Obsolescence of War in the Developed World », dans J. MUELLER, *Retreat from Doomsday. The Obsolescence of Major War*, New York, Basic Books, 1989, pp. 217-245 ; Pascal VENNESSON, « Renaissante ou obsolète ? La guerre aujourd'hui », *Revue française de science politique,* 48 (3-4), juin-août 1998, pp. 515-534.

Toutefois, les idées chocs, si elles attirent l'attention et stimulent le débat, peuvent aussi étouffer la réflexion, dans la mesure où elles constituent souvent des raccourcis sémantiques dont l'efficacité repose surtout sur l'art de la formule, le cliché percutant ou le néologisme accrocheur. Par ailleurs, les « grandes » thèses des « grands » auteurs ont le désavantage d'être trop faciles à simplifier sinon à caricaturer. Bien sûr, le rejet catégorique de ces nouveaux concepts, sous prétexte qu'ils sont à la mode, serait tout aussi excessif que leur adoption inconditionnelle. Trop de commentateurs se sont ainsi contentés de faire le procès sans appel de Huntington ou de Fukuyama sans se donner la peine d'aller plus loin qu'un antiaméricanisme à courte vue. En effet, au-delà des querelles académiques et des clichés médiatiques, la discussion sur l'avenir de la guerre a présenté l'avantage de générer un grand nombre d'hypothèses qui pourraient inspirer toute une génération de chercheurs.

Dans cette optique, un inventaire critique, mais dépassionné, des principales idées qui ont été avancées dans le cadre de la discussion sur l'avenir de la guerre s'avère pertinent. Le but du présent article est précisément de proposer une vue d'ensemble de ce débat, une revue critique de la littérature qui puisse en faciliter la compréhension et l'analyse.

En effet, le débat sur l'avenir des conflits après la fin de la guerre froide, en dépit de ses apparences hétérogènes, répond à une double problématique qui s'insère dans la discussion plus large portant sur les causes des conflits et les facteurs qui expliquent leur variation. De quoi s'agit-il ?

Les deux questions centrales qui ont stimulé la discussion sont les suivantes :

1) Y a-t-il des raisons de croire que le XXIe siècle sera plus – ou moins – belliqueux que les trois siècles précédents ? Et quelles sont ces raisons ? Autrement dit, les relations internationales s'appuient sur un ensemble de postulats concernant les facteurs qui amènent les acteurs internationaux à avoir recours à la force armée. La période actuelle permet-elle de vérifier leur validité ? Ou bien a-t-on des motifs de modifier actuellement ces postulats et doit-on faire appel à d'autres théories ?

2) Observe-t-on un changement qualitatif dans la nature du phénomène guerre durant la ou les dernières décennies ? Voyons-nous émerger de nouveaux types de conflits qui se distinguent soit par leur origine, leur durée, leur déroulement, les moyens auxquels les belligérants ont recours, les objectifs poursuivis, etc. ?

En fonction de ce questionnement, nous avons distingué trois thèmes principaux qui correspondent *grosso modo* aux niveaux d'analyse proposés par Kenneth Waltz (1. le système international, 2. l'État – à savoir l'unité de base du système –, 3. le niveau social ou sociologique)[2]. Chacun de ces thèmes

2. Kenneth WALTZ, *Man, the State and War*, New York, Columbia University Press, 1959.

correspond à une des composantes du débat sur l'avenir des conflits et chacun soulève non seulement un questionnement particulier, mais aussi des réponses contrastées.

1) L'évolution du système international, dans son ensemble, laisse-t-elle entrevoir un avenir plus paisible ou plus conflictuel ?

2) Les États traditionnellement responsables des guerres depuis quatre siècles sont-ils en train de changer ? Comment ces changements affectent-ils l'avenir des conflits ?

3) Certains prétendent que ce n'est ni au niveau du système international, ni au niveau des acteurs étatiques qu'il faut lire l'avenir des conflits, mais au niveau des sociétés soumises au traitement de choc de la mondialisation. Les conflits ethniques ainsi que les mouvements néonationalistes reflètent, de ce point de vue, des mécanismes sociopolitiques qu'il s'agit de décoder si on veut mieux comprendre les conflits de l'après-guerre froide. Qu'en est-il exactement ? Le cancer des conflits de basse intensité est-il un mythe ou une réalité ?

Notre analyse s'articulera autour de ce triple questionnement. L'article lui-même comportera deux parties. Dans la première, nous examinerons principalement les prévisions de type systémique en ce qui a trait à l'avenir de la guerre ; dans la seconde, nous ferons état des analyses sociopolitiques des conflits dans l'après-guerre froide (guerre, État et société). Nous conclurons cet essai en présentant quelques réflexions sur l'avenir de la guerre, ainsi que sur l'avenir de notre discipline.

I – Les prévisions de type systémique

La grande majorité des observateurs s'accordent à dire que l'ordre mondial s'est transformé profondément durant les dernières décennies. Mais dans quelle mesure ? Et en quoi cela affecte-t-il le phénomène guerre ? Les réponses ne manquent pas et se caractérisent par leur extrême diversité. On peut néanmoins les classer suivant trois dimensions :

A) la géométrie des rapports de puissance,

B) les changements dans la nature même des relations internationales,

C) le caractère plus au moins homogène du système international.

A — La géométrie des rapports de puissance

La nouvelle donne de la puissance, après la fin de la guerre froide, a bien sûr intéressé au premier chef les théoriciens réalistes. Un des postulats essentiels de cette approche n'est-il pas, en effet, que la distribution de la puissance dans le cadre du système international est le déterminant principal des conflits

interétatiques[3]. Les prévisions concernant l'évolution des structures du système international ne sont cependant guère convaincantes dans la mesure où personne ne s'entend sur la forme de l'ordre émergent (voir tableau 1).

Tableau 1

Les différentes structures internationales de l'après-guerre froide

Caractère du système international émergent	Risque de guerre
Multipolaire : système composé de plusieurs grandes puissances, semblable à celui de l'Europe du XVIIIe ou du XIXe siècle	Élevé
Unipolaire : système hiérarchique caractérisé par la présence d'une puissance hégémonique dominant toutes les autres sur le plan militaire, économique et politique.	Minime
Trilatéral ou tétraédrique : système découpé en trois blocs (Amériques, Europe+PECO+Afrique, Asie), chacun étant dirigé par un leader politique (États-Unis, Union européenne), Japon).	Indéterminé
Multicentrique : la répartition du pouvoir est diffuse ; il est impossible de définir avec précision des pôles de puissance ; la géométrie des relations internationales ressemble à une toile d'araignée.	Indéterminé
Interdépendant et multidimensionnel (*Multilevel Interdependence*) : système non hiérarchique à plusieurs dimensions (économique, militaire, intermestique).	Indéterminé
Bipolaire : retour (bien improbable) à la guerre froide entre une Russie revenue au totalitarisme et les États-Unis.	Réduit

Source : Joseph NYE, « What New World Order », *Foreign Affairs*, printemps 1992, 71(2), pp. 86 et 87.

Peu d'analystes, par ailleurs, se sont directement préoccupés de prédire le risque de conflit qui s'attache à telle ou telle configuration dans la géométrie des pouvoirs. Les seules exceptions, de ce point de vue, sont les réalistes structuralistes qui ont, dès le début de la décennie, annoncé un retour à la géopolitique de la multipolarité[4]. Dans ce cadre, le monde auquel nous faisons face est celui de centres de pouvoir multiples qui vont devoir s'associer et se dissocier, conclure des alliances provisoires, négocier et se battre afin de garantir leur sécurité et neutraliser ceux qu'ils perçoivent comme des menaces. Le monde fera en quelque sorte un retour vers le passé, celui de l'Europe du XVIIIe et du XIXe siècles. En d'autres termes, faute d'un protecteur comme les États-Unis ou l'URSS, les grandes puissances commerciales, telles que le Japon et l'Allemagne, devront assumer de nouveau leurs responsabilités sur le plan de la sécurité car leur seul potentiel économique les laisse vulnérables face à l'ensemble des risques ou des menaces régionales qu'elles devront affronter.

3. Jack LEVY, « The Causes of War and the Conditions of Peace », *Annual Review of Political Science*, 1998, 1, p. 146.

4. John MEARSHEIMER, « Back to the Future : Instability in Europe After the Cold War », *International Security*, 15 (1), été 1990, pp. 5-56 ; Kenneth WALTZ, « The Emerging Structure of International Relations », *International Security*, 18 (2), automne 1993, pp. 44-79.

Comme le note Kenneth Waltz, par exemple : « N'importe quel pays dans la position du Japon devra nécessairement se préoccuper d'assurer sa défense[5]. » Pour lui : « La question n'est pas de savoir si la population japonaise souhaite se payer le luxe de devenir une grande puissance. Le problème est de déterminer si les Japonais et leur gouvernement veulent avoir les moyens militaires d'assurer la sécurité de leur pays face aux menaces présentes ou à venir auxquelles ils seront confrontés[6]. » Bien sûr, un tel environnement, affirment les réalistes, sera plus instable que la période précédente. Nous avons tout lieu, dans ce sens, de regretter la guerre froide et de craindre cette nouvelle ère multipolaire. Mearsheimer avance ainsi plusieurs raisons pour lesquelles la présence de centres de pouvoir multiples favorisera les conflits[7] :

- la planète n'est plus sous la tutelle stratégique des deux superpuissances nucléaires comme elle l'a été pendant 50 ans ;
- les rivalités régionales sont plus apparentes et plus nombreuses (le nombre de dyades conflictuelles s'accroît) ;
- la distribution des pouvoirs politico-militaires est plus diffuse, surtout au niveau régional ; il est moins facile de percevoir où se situe l'équilibre de la puissance à tel ou tel endroit ;
- le facteur nucléaire est beaucoup moins présent et la prudence qu'il inspirait aux acteurs politiques se dissipe[8] ;
- la multipolarité favorise donc les erreurs de calcul, du type de celles qu'a commises Saddam Hussein en 1990 ;
- la dissuasion est plus difficile car les associations stratégiques sont plus fluides et plus incertaines ;
- les règles de comportement des États sont moins claires qu'elles ne l'ont été durant la guerre froide : « Dans un monde multipolaire, les dangers sont diffus, les responsabilités ambiguës et la définition des intérêts nationaux peu claire[9]. »

Les prévisions très pessimistes des réalistes structuralistes – même si elles conservent leur pertinence dans le cadre de certaines zones géopolitiques

5. Kenneth WALTZ, « The Emerging Structure of International Relations », *op.cit.*, p. 68.
6. *Idem*, p.65
7. John MEARSHEIMER, « Why We Will Soon Miss the Cold War », *The Atlantic Monthly*, 266 (2), août 1990, pp. 45-61.
8. Comme le note E. Luttwak, à ce sujet : « La guerre froide a incité les États à la prudence, mais ce n'est pas le cas de la conjoncture internationale actuelle. Nous sommes entrés dans une période plus conflictuelle et il est peu probable que cette bellicosité demeure sans effet pour la stabilité internationale. Dans le contexte de l'après-guerre froide, l'usage de la force militaire est une entreprise moins risquée, la probabilité de voir les conflits se multiplier augmente en conséquence ». Edward LUTTWAK, « Post-Heroic Armies », *Foreign Affairs*, juillet-août 1996, 75 (4), p. 34.
9. Kenneth WALTZ, « The Origins of War in Neorealist Theory », *Journal of Interdisciplinary History*, 18 (3), 1988, p. 94.

telles que l'Asie de l'Est, l'Extrême-Orient (Inde-Pakistan-Iran) et le Moyen-Orient – se sont cependant avérées alarmistes en ce qui a trait à l'Europe et bien incapables d'expliquer la persistance de la coopération et du processus d'intégration dans la zone euratlantique.

Par ailleurs, les auteurs qui ont tenté d'appuyer leurs prévisions sur la forme éventuelle du système international, n'ont guère contribué à faire avancer le débat : si le monde ne va pas revenir à la multipolarité, quelle forme va-t-il prendre ? Vivons-nous réellement un « moment unipolaire » comme le prétend Charles Krauthamer[10] ? Les États-Unis sont-ils en passe de devenir la cheville ouvrière d'une gouverne mondiale[11] ? Nous dirigeons-nous vers une structure formée de trois blocs régionaux (Amérique, Europe, Asie), présidée par un directoire ou un concert formé de plusieurs grandes puissances régionales. La hiérarchie des États va-t-elle se dissoudre dans le cadre d'un monde polycentrique, un village global dont les règles de fonctionnement sont encore à découvrir ? Où encore le monde de l'avenir sera-t-il un composite de ces diverses tendances, un système caractérisé par l'interdépendance multidimensionnelle comme l'a décrit Joseph Nye ?

En fait, il semble que les clés structurelles sont insuffisantes pour permettre une prévision crédible concernant l'avenir de la guerre, et ceci pour au moins deux raisons apparentes :

- La notion de structure systémique, si elle a un certain potentiel heuristique, est incapable de traduire la complexité des relations interétatiques et transnationales ; il est clair que nous avons affaire à un monde qui présente non pas un, mais plusieurs types de configurations régionales, un monde multidimensionnel où les rapports de puissance sont dilués dans un ensemble plus large comprenant les relations économiques et les questions « intermestiques », telles que les droits de la personne, les questions religieuses ou ethniques. Le lien de causalité entre rapport de puissance et conflictualité s'en trouve donc largement affaibli.
- Non seulement personne ne s'entend sur les structures générales du système mondial post-guerre froide (unipolaire, multipolaire, etc.), mais les théoriciens sont loin de s'accorder sur le caractère conflictuel, ou non, de tel ou tel type de système : si les réalistes affirment que le système multipolaire est particulièrement conflictuel, d'autres avancent que la prétendue stabilité du système bipolaire est un mythe[12].

10. Charles KRAUTHAMER, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs*, hiver 1990-1991, 70 (1), pp. 23-34.
11. L'émergence d'un monde unipolaire suggère, bien sûr, l'idée d'un nouveau cycle hégémonique dont les États-Unis seraient le moteur. Voir en particulier R. GILPIN, *War and Change in World Politics*, New York, Cambridge University Press, 1981 ; A.F.K. ORGANSKI et J. KUGLER, *The War Ledger*, Chicago, University of Chicago Press, 1980 ; G. MODELSKI, « The Long Cycle of Global Politics and the Nation-State », *Comparative Studies Society and History*, 1978, 20, pp. 214-235 ; W. THOMPSON, *On Global War*, Columbia, University of South Carolina Press, 1988.
12. Dale COPELAND, « Neorealism and the Myth of Bipolar Stability : Toward a New Dynamic Realist Theory of Major War », *Security Studies*, printemps 1996, 5 (3), pp. 29-89.

En fait, la distribution de la puissance constitue une – et pas nécessairement la seule ni la plus importante – des variables qui détermineront la nature de l'ordre mondial de l'avenir. De ce point de vue, la notion de structure de pouvoir soulève une des questions auxquelles les réalistes n'ont jamais su répondre. Les États sont-ils condamnés à se défier les uns des autres en fonction de leur différentiel de statut. N'existe-t-il pas des conditions – en dehors de la stabilité hégémonique – dans le cadre desquelles la coopération remplace la compétition stratégique et les mécanismes de l'équilibre des pouvoirs ?

B — La nature des relations internationales : haute ou basse politique ?

L'école de pensée qui a le plus directement répondu à cette question – et du même coup annoncé l'émergence d'un monde où la guerre disparaîtrait petit à petit – est celle du (néo-)libéralisme économique (*Liberal Economic Theory of War*) représentée aujourd'hui par des auteurs comme Robert O. Keohane et Richard Rosencrance[13], et autrefois par Adam Smith ou les libéraux de Manchester[14].

Pour ces auteurs, au terme d'une évolution entamée depuis plusieurs siècles, la force d'un État ne réside plus dans la puissance de sa force militaire, la taille de sa population ou la grandeur de son territoire, mais dans l'esprit d'entreprise de ses habitants, l'orientation de ses politiques économiques, la nature de ses institutions et le caractère paisible de ses relations internationales. Comme le disait déja John Stuart Mill, en 1848 : « Le commerce est en passe de rendre rapidement la guerre obsolète car il accroît l'importance des intérêts privés qui agissent à cet égard comme des freins naturels à la violence [...] La croissance rapide du commerce... est la principale garantie de la paix dans le monde[15]. » La pratique du libre-échange, associée à l'économie de marché – contrairement au mercantilisme du XVIIIe siècle – transforme donc la nature même des relations internationales. Elle génère des bénéfices pour tous ceux qui les pratiquent, intensifie les relations de coopération entre les nations, promeut l'interdépendance et dissuade ainsi les États d'avoir recours à la guerre, qui risque d'interrompre le commerce et de réduire les « dividendes de la paix[16]. » En d'autres termes, la logique de l'économie – ce que l'on décrivait autrefois sous le vocable de *low politics* – se substitue peu à peu à la

13. Richard ROSENCRANCE, « Force or Trade : The Costs and Benefits of Two Paths to Global Influence », dans Charles KEGLEY, *The Global Agenda, Issues and Perspectives*, New York, Random House, 1988, pp. 21-30 ; voir aussi R. ROSENCRANCE, *The Rise of the Trading State. Commerce and Conquest in the Modern World*, New York, Basic Books, 1986.
14. Voir Norrin RIPSMAN et Jean-Marc BLANCHARD, « Commercial Liberalism Under Fire : Evidence from 1914 and 1936 », *Security Studies*, 6 (2), hiver 1996-1997, p. 4, note 1.
15. J. S. MILL, *Principles of Political Economy*, Londres, 1848, p. 582, cité dans Donald KAGAN, « History is Full of Surprises », *Survival*, été 1999, 41 (2), p. 141.
16. S. W. POLACHEK, « Why Democracies Cooperate More and Fight Less : The Relationship Between International Trade and Cooperation », *Review of International Economics*, vol. 5, n° 3, été, 1997, pp. 295-309.

politique de puissance (*high politics*) et ce mouvement s'intensifie, bien évidemment, sous l'influence de la vague de mondialisation qui – parce qu'elle élargit les marchés aux dimensions de la planète, accroît la mobilité des facteurs de production et accélère les échanges – promet, elle aussi, la richesse sans l'encombrement de la puissance militaire. La puissance commerciale (*Trading State*) est ainsi amenée à remplacer l'État militaire territorial (*the Military-Territorial State*). Comme le note Batistella, dans le présent contexte : « Raisonner en termes de politique de puissance et d'état de guerre n'a plus guère de sens[17]. » Et « s'il est vrai que les tensions continuent d'exister, elles sont bien davantage résolues dans les salles de négociations et devant les cours d'arbitrage que durant des réunions d'état-major ou sur les champs de bataille[18] ». Si les relations commerciales remplacent les rapports de puissance, la force militaire perd, bien sûr, sa valeur en tant qu'instrument politique. Plus que cela, elle devient un fardeau inutile, qui draine les ressources de l'État et les détourne de leur objet : la promotion de la croissance économique. Dans les termes de Michael Mandelbaum, l'État, en cette fin de siècle, n'est plus le bras armé de la nation, mais un gestionnaire des affaires économiques et sociales[19].

La lutte pour la puissance aurait-elle perdu son caractère universel ? Certains n'hésitent pas à l'affirmer, dans la mesure où la guerre, qui pendant des siècles a constitué un instrument essentiel de l'édification étatique, n'a plus d'objet à l'âge du libéralisme triomphant : l'industrialisation et les armées de masse l'ont rendue trop coûteuse avant même que l'arme nucléaire en fasse une entreprise suicidaire. Par ailleurs, à quoi peut bien servir la conquête de territoire et de ressources nouvelles à une époque où une ville-État sans armée et sans ressources, telle que Hong Kong peut être aussi riche *per capita* qu'un empire. La guerre, devenue sans objet, n'est-elle pas ainsi condamnée à disparaître en tant qu'institution sociale – comme le prétend John Mueller – à l'instar d'autres pratiques désuètes, telles que le duel, les exécutions publiques ou l'esclavage[20] ?

Malheureusement, l'argumentation libérale – qui n'est pas nouvelle – a mal résisté à l'épreuve de l'histoire. Si aujourd'hui personne ne dispute l'importance de la santé économique et de la compétitivité commerciale en tant que fondements de la puissance des États, cela ne signifie pas pour autant que le facteur militaire soit totalement dévalué, même dans le contexte de l'après-guerre froide.

En premier lieu, il est important de noter que si l'évolution des relations des pays industrialisés, qui ne se sont plus fait la guerre depuis cinquante ans, reflète bien la logique de la théorie économique libérale, il est plus difficile de l'appliquer à la dynamique des relations interétatiques à l'extérieur de la zone

17. Dario BATISTELLA, « Fin de la guerre froide, fin de l'état de guerre ? », *Politique étrangère,* 58 (3), 1993, p. 748.
18. *Idem*, p. 752.
19. Michael MANDELBAUM, « Is Major War Obsolete ? », *Survival,* 40 (4), hiver 1998-1999, p. 25.
20. J. MUELLER, *Retreat from Doomsday, op.cit.*, pp. 217-245.

euratlantique. Est-il besoin de rappeler qu'environ 186 conflits[21] (90 % d'entre eux dans les pays en développement) ont éclaté depuis 1945, ce qui représente près du tiers des guerres qui se sont déroulées depuis le début du XVIIIe siècle. Si la valeur du commerce mondial a sextuplé depuis 1960, cela ne semble donc pas avoir affecté la fréquence des guerres, particulièrement dans le tiers monde[22].

Par ailleurs, il est bon de rappeler que le phénomène de l'interdépendance économique ne date pas d'hier et que, dans le passé, les considérations économiques n'ont pas dissuadé les grandes puissances d'entrer en guerre. Le cas des grandes puissances à la veille de la Première Guerre mondiale fournit, de ce point de vue, un excellent exemple. L'Allemagne et l'Angleterre, en 1914, étaient en effet mutuellement dépendantes en ce qui concerne un ensemble de ressources et de produits stratégiques, mais malgré une perception très claire de cette vulnérabilité, les dirigeants des deux pays n'en ont pas tenu compte lorsqu'ils ont opté pour la guerre en juillet-août 1914. Les considérations matérielles se sont simplement effacées devant les impératifs stratégiques, comme l'avancent les théoriciens réalistes[23].

Les relations commerciales, par ailleurs, peuvent aussi bien susciter les tensions et la mésentente que promouvoir la paix et la coopération. Les échanges, en effet, sont rarement symétriques. Ils créent donc la dépendance et peuvent amener un État favorisé par sa situation économique à exploiter les vulnérabilités de ses partenaires commerciaux. (La réplique naturelle face à la dépendance économique, c'est évidemment le protectionnisme qui, lui, entame la spirale des représailles.) Comme le note Kal Holsti : « La croissance du commerce peut conduire à la dépendance, l'exploitation et la violence aussi bien qu'à un regain de coopération et de compréhension mutuelle[24]. » L'interdépendance est donc autant un facteur de conflit que de coopération, et les recherches qui ont tenté de mesurer la corrélation entre le commerce et la paix n'ont donc guère obtenu de résultats convaincants. Certains chercheurs ont même mis en évidence une relation positive entre commerce et conflit[25].

Finalement, si d'aucuns ont pu avancer qu'aujourd'hui, dans un environnement international mondialisé, les conquêtes militaires n'étaient plus un moyen rationnel d'accéder à la richesse, d'autres ont souligné la rareté croissante des ressources essentielles pour des puissances régionales dont la population ne cesse de croître[26]. La Chine, de ce point de vue, abrite 20 % de la

21. Paul KENNEDY et Ingomar HAUCHLER (dir.), *Global Trends :The World Almanach of Development and Peace*, New York, Continuum, 1994, pp. 177-179.
22. *Idem*, p. 235.
23. Norrin RIPSMAN et Jean-Marc BLANCHARD, *op. cit.*, p. 24.
24. Kalevi HOLSTI, « Interdependence, Integration, or Fragmentation : Scenarios for the Future », dans Charles KEGLEY,*The Global Agenda, Issues and Perspectives*, *op. cit.*, p. 218.
25. Jack LEVY, *op. cit.*, p. 150.
26. Voir, en particulier, à ce sujet les articles de T. Homer-Dixon concernant le lien existant entre la rareté et la guerre : T. HOMER-DIXON, « On the Threshold : Environmental Changes as Causes of Acute Conflict », automne 1991, 16 (2), pp. 76-116, et « Environmental Scarcities and Violent Conflict : Evidence From Cases », *International Security*, été 1994, 19 (1), pp.5-40.

population mondiale, mais ne dispose que de 7 % des terres arables de la planète. La croissance de la population mondiale, par ailleurs, qui se concentre particulièrement dans les zones urbanisées des pays pauvres, ne plafonnera que dans une cinquantaine d'années. À l'évidence, ceci signifie que la survie de beaucoup d'États dépendra, d'une part, de leur capacité de satisfaire aux besoins essentiels de leur population et, d'autre part, de poursuivre leur croissance industrielle qui, elle aussi, requiert l'accès à un ensemble de ressources de base. Avancer que l'acquisition de nouveaux territoires ou l'obtention de certaines matières premières essentielles ne représentent pas des motifs suffisants pour partir en guerre au XXIe siècle est probablement trop optimiste. L'eau et le pétrole offrent déjà deux exemples de ressources importantes pour lesquelles les États demeurent prêts à se battre. Bien sûr, les économistes libéraux sont les premiers à rappeler que les malthusiens modernes ont rarement, sinon jamais, eu raison depuis le fameux rapport du Club de Rome en 1972 (*Les limites de la croissance*). Si la population mondiale a doublé depuis 1961, la production alimentaire en a fait autant. Quant aux ressources, telles que le pétrole ou les minéraux, il est intéressant de noter que les réserves pétrolières (annoncées à la limite de l'épuisement en 1980) étaient estimées à plus de 900 milliards de barils en 1990. Par ailleurs, sur 35 minéraux (tungstène, nickel, cuivre, zinc, etc.), 33 ont vu leur prix diminuer depuis 1980[27]. Le monde ne semble donc pas nécessairement au bord d'une guerre générale suscitée par la rareté de certaines ressources. Cependant, il est bon de rappeler que la croissance rapide de la population et l'accélération de l'urbanisation sont des phénomènes traditionnellement associés à des poussées de violence collective. Historiquement, les révolutions française et russe, ainsi que l'effondrement de la dynastie *Ming* et la guerre des *Taiping*, ont été précédés par des périodes de croissance démographique, suivies par des désordres intérieurs ainsi que – dans plusieurs cas – des guerres étrangères. Napoléon, note ainsi John Orme a « littéralement exporté le problème démographique français[28] ». Dans une étude récente, portant sur la période 1930-1989, Jaroslav Tir et Paul Diehl ont aussi montré que la pression démographique a eu un impact significatif sur la propension des États à entrer en guerre[29].

En tout état de cause, il est donc pour le moins prématuré d'annoncer – comme le font certains théoriciens – la dévalorisation complète de la force militaire en tant qu'instrument de la politique étrangère des États[30] : le monde

27. « Plenty of Gloom », *The Economist*, 20 décembre 1997, p. 19.
28. John Orme, « The Utility of Force in a World of Scarcity », *International Security*, hiver 1997-1998, 22 (3), p. 158.
29. Jaroslav Tir et Paul Diehl, « Demographic Pressure and Interstate Conflict : Linking Population Growth and Density to Militarized Disputes and Wars, 1930-1989 », *Journal of Peace Resarch*, printemps 1998, 35 (3), p. 319. La croissance démographique qui caractérise le tiers-monde permet d'ailleurs de répondre partiellement aux arguments de John Mueller en ce qui a trait à l'obsolescence de la guerre. On peut, en effet, se demander si des sociétés dont le taux de natalité par famille dépasse quatre enfants ont les mêmes réticences quant au sacrifice éventuel de l'un d'entre eux que c'est le cas en Occident (voir, à ce sujet, John Orme, *op.cit.* p. 157).
30. Evan Luard, *The Blunted Sword , the Erosion of Military Power in Modern World Politics*, New York, New Amsterdam, 1988.

n'est pas devenu le bazar paradisiaque que nous promettent les économistes libéraux. Le système international qui nous entoure est composite et pourrait autant, sous certains aspects, donner raison à Adam Smith et Ricardo qu'à Hobbes ou E. H Carr. La force militaire promet donc de rester une composante essentielle de la diplomatie au XXIe siècle[31].

C — Fin de l'histoire ou choc des civilisations. S'en va-t-on vers un monde plus homogène ou hétérogène ?

Une troisième façon d'évaluer l'avenir de la guerre consiste à s'interroger sur la nature homogène ou hétérogène du système international[32]. De quoi s'agit-il ? Un système est dit homogène lorsque les États ou les entités politiques qui le composent ne contestent pas leur droit mutuel à l'existence. En fait, ils respectent un certain nombre de principes et de règles dans leurs rapports mutuels. Ils ont des relations diplomatiques et commerciales et, si des conflits armés éclatent entre eux, la décision de partir en guerre est le fruit d'un pur calcul de coûts et d'avantages. Les guerres sont (idéalement) courtes, limitées et répondent au vieil adage que les États doivent se faire le moins de mal possible, en cas de conflit, et le plus de bien possible, en temps de paix. Un cas idéal typique est celui du système westphalien, né en 1648, qui aurait dû, en principe, jeter les bases d'une société internationale plus stable répondant à ce type de normes.

Un simple coup d'œil sur l'histoire des siècles passés montre cependant que la guerre est aussi (périodiquement) un acte passionnel et sanglant où s'affrontent les grands idéaux collectifs – séculiers ou religieux. Dans ce cadre, les valeurs ou les idéaux des belligérants sont clairement incompatibles. Ces derniers nient souvent le droit à l'existence de l'autre, et – conséquemment – la guerre prend l'allure d'une lutte à mort où personne n'est épargné. On parle, dans ce cas, d'environnement international hétérogène. À titre d'exemple, le facteur religieux a contribué à envenimer les guerres aux XVIe et XVIIe siècles. La période qui va de 1789 à 1989 a été marquée, quant à elle, par des conflits idéologiques entre États ou communautés professant des doctrines politiques incompatibles. Ceci est particulièrement vrai du XXe siècle au cours duquel : « les guerres ont été menées au nom de la démocratie, du fascisme, du communisme, pour la liberté et contre le totalitarisme, pour la justice et contre la réaction[33] ». À l'opposé, le XVIIIe siècle et la première moitié du XIXe ont, peut-être à tort, été perçus comme des moments où les États se sont comportés comme les membres d'une communauté et non comme des bêtes fauves.

31. Robert ART, « American Foreign Policy and the Fungibility of Force », *Security Studies*, 5 (4), été 1996, pp. 7-42.
32. Voir Dario BATISTELLA, *op.cit.*, p. 756, et Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann Lévy, 1984, p. 108.
33. Evan LUARD, *War in International Society, A Study in International Sociology*, New Haven, Yale University Press, 1986, p. 370.

La question que soulève ce prologue est évidemment de savoir si le prochain millénaire nous promet un environnement hétérogène, secoué par les confrontations idéologiques passionnées, ou une période plus paisible comme en a connu brièvement l'Europe du Congrès de Vienne. Plusieurs auteurs[34] ont tenté de répondre à cette question.

Lus une décennie après leur rédaction, les propos de Francis Fukuyama peuvent prêter à sourire. Partant du postulat hégélien selon lequel le mouvement des idées est à la source de l'évolution historique, Fukuyama annonçait : le triomphe de l'Occident, de l'*idée* occidentale (ou si l'on préfère de l'idéal libéral démocratique et du modèle économique libéral) sur tout autre type de système politique et économique. Que signifiait ce triomphe pour l'ordre mondial ? D'une part, la fin de l'évolution des sociétés humaines sur le plan socio-économique, les institutions occidentales s'étant avérées le modèle idéal qui se diffuserait à l'ensemble de la planète ; d'autre part – à l'évidence – la fin des confrontations idéologiques (ou religieuses) entre États et groupes sociaux. Le cours de l'histoire, bien sûr, n'est pas uniforme, et une partie de l'humanité resterait pendant un certain temps à la traîne de ce mouvement. Il y aurait donc encore des conflits entre ceux qui demeurent dans le courant de l'histoire et entre eux et ceux qui en seraient sortis, mais en général, les guerres entre grandes puissances industrialisées, les confrontations collectives qu'a connues la guerre froide seraient chose du passé, tout comme les grands mouvements d'idées qui les ont inspirées. Dans les termes de Fukuyama : « La lutte pour la reconnaissance politique, la volonté de risquer sa vie pour des idées abstraites, la confrontation des doctrines politiques et sociales qui exigeait de l'audace, du courage et de l'idéalisme seront remplacées par le calcul économique, la gestion continue des problèmes techniques de l'humanité, la résolution des problèmes écologiques et le consumérisme[35]. »

Ces propos, au-delà de leur caractère bien désuet, appellent cependant plusieurs remarques. En mettant l'accent sur le triomphe de l'*idée* occidentale et son universalisme, Fukuyama soulevait la question du contenu et de la valeur de cette idée, mais de quoi parlait-il ? D'une doctrine politique, d'une philosophie, d'une culture, d'un ensemble de valeurs morales qui pourraient être adoptés par l'ensemble de l'humanité, ce que le théologien allemand Hans Küng appelle une *Weltethos*[36] ? S'agissait-il d'un ensemble disparate d'institutions et de pratiques telles que le droit de vote et le libre-échange ? Ou bien Fukuyama parlait-il seulement de la diffusion des habitudes de consommation de la société occidentale ? Triste triomphe, si c'était bien à ce dernier phénomène qu'il faisait référence. Curieusement, il semble que cette ambiguïté ne

34. Benjamin BARBER, *Djihad Versus McWorld, Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*, Paris, Desclée de Brouwer, 1995 ; Francis FUKUYAMA, *The End of History and the Last Man*, New York, Avon, 1992 (traduit en français sous le titre : *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992) ; Samuel HUNTINGTON, *Le choc des civilisations*, *op. cit.*
35. Francis FUKUYAMA (1989), *The End of History ?*, *op.cit.*, p. 17.
36. Hans KÜNG, *Projekt Weltethos*, Münich, Piper, 1990.

lui ait pas échappé, dans la mesure où ses réflexions ultérieures portent précisément sur les assises de l'ordre social occidental. Il continue aujourd'hui à soutenir qu'« il n'y a pas de véritables alternatives à la démocratie libérale et à l'économie de marché en tant que principes organisateurs applicables à l'ensemble des sociétés[37] », mais il avance également que la viabilité et l'efficacité des communautés humaines dépendent de leur « capital social », à savoir leur bagage culturel, religieux et moral sans lequel leurs institutions ne sont que des coquilles vides. Dans ses propres termes : « En respectant des règles de coopération communautaires qui limitent leurs libertés mais leur permettent de mieux communiquer et de coopérer avec leurs semblables, les individus accroissent leur capacité d'action et leur pouvoir personnel. Des vertus sociales telles que l'honnêteté, l'entraide, la réciprocité, le respect de la parole donnée ne sont pas seulement des normes éthiques individuelles, ce sont aussi des institutions sociales qui permettent aux groupes qui les respectent de satisfaire à un ensemble de besoins collectifs[38]. » Or, les sociétés occidentales, si elles ont inventé et pratiqué le libéralisme sous toutes ses formes ont, d'après lui, dissipé le capital social constitué par les normes communautaires de nos ancêtres au profit d'un individualisme de plus en plus corrosif. Le capitalisme triomphant de l'Amérique des années 1980 est, dans ce sens, aussi une période de déchirement et de désintégration sociale (*The Great Disruption*). Comme il le note : « Une société qui accepte la transgression constante de toutes ses normes communautaires au nom de la liberté de choix et de l'individualisme se condamne progressivement à la désorganisation, à la fragmentation, à l'isolement et à l'incapacité de réaliser ses objectifs communs[39]. » *A posteriori*, ce que Fukuyama proposait donc d'exporter au reste du monde en 1989, n'était pas seulement le capitalisme et la démocratie, mais, ironiquement, un modèle de société affaibli, caractérisé par l'anomie, le matérialisme et l'individualisme. Ce thème a d'ailleurs été fort bien traité par Benjamin Barber dans son essai *Djihad versus Mc World*[40]. Pour lui, en effet, loin de devenir plus homogène, le système international est en train de se fragmenter du fait même des réactions hostiles que suscite la diffusion du modèle socioculturel libéral (le *Mc world*) qui accompagne la mondialisation. Affectés directement par les remous qui ont suivi la fin de la guerre froide ainsi que par les ajustements brutaux qu'exige un marché mondialisé, beaucoup de groupes culturels non occidentaux résistent, en effet, à ce qu'ils perçoivent comme une agression. Si l'Occident leur fait miroiter, souvent de façon trompeuse, la prospérité et la liberté, l'expérience de ces groupes leur montre plutôt les aspects négatifs du modèle occidental : la pauvreté, l'exploitation, le matérialisme, la criminalité, la disparition des traditions et des liens de solidarité, l'affaiblissement du noyau familial, etc. Ceci ne signifie pas – contrairement à ce qu'avancent certains – que ces communautés refusent la modernité. Celle-ci, qui implique

37. Francis FUKUYAMA, « The Great Disruption. Human Nature and the Reconstitution of Social Order », *The Atlantic Monthly*, mai 1999, 283 (5), p. 58.
38. *Idem*, p. 59.
39. *Idem*, p. 60.
40. Voir la note 34 *supra*.

l'industrialisation, l'urbanisation, l'alphabétisation, l'éducation et le développement social sous toutes ses formes, est une réalité incontournable que très peu de communautés refusent, à l'exception des plus traditionalistes. Par contre, il est aussi logique que la plupart des sociétés non occidentales valorisent des cadres de valeurs et des normes collectives qui ont peut-être mieux résisté qu'en Occident à l'assaut brutal de la modernité. Illustrant cet argument, Robert Kaplan décrit dans son essai *The Coming Anarchy*, un bidonville d'Ankara : « Des enfants courent dans les rues avec leur sac à dos, des camionnettes livrent des bouteilles de propane pour la cuisine, des hommes prennent leur thé à une terrasse. L'un d'entre eux déguste une bière. Il est facile d'obtenir de l'alcool en Turquie, même si la population turque est à 99 % musulmane. Pourtant, il n'y a pas de problème d'alcoolisme. La criminalité est insignifiante. La pauvreté et l'analphabétisme sont bien moins importants qu'en Algérie ou en Égypte. Mon but en décrivant un bidonville propre et épargné par la violence est le suivant : son existence démontre, en effet, la solidité extraordinaire de la culture turcomusulmane confrontée à l'assaut de la modernité[41]. » C'est dans cette double perspective, caractérisée par la dévalorisation du modèle occidental[42] et le renouveau des cultures non occidentales qu'il faut lire les textes maintenant célèbres de Samuel Huntington sur le choc des civilisations[43]. Pour lui, la résurgence de ces cultures constitue une conséquence nécessaire de la modernisation et de la mondialisation. Comme il le dit lui-même : « La modernisation et le développement économique n'exigent ni ne favorisent l'occidentalisation. Bien au contraire, ils suscitent un renouveau et un nouvel enthousiasme pour les cultures traditionnelles[44]. » Il n'y a pas de raison de supposer, de ce point de vue, que des pays à forte tradition religieuse, qu'ils soient hindous, bouddhistes, confucéens, musulmans ou orthodoxes, imitent les pays européens et abandonnent leur héritage culturel au profit de la sécularisation[45]. Peu d'auteurs contestent d'ailleurs le retour en force du facteur religieux et culturel dans les sociétés non occidentales. Il est difficile de nier également que ce renouveau identitaire comporte souvent une part importante d'hostilité à l'égard de la *Coca-colonisation* et de l'impérialisme culturel, économique et militaire américain. En d'autres termes : « Les efforts de l'Occident pour promouvoir ses valeurs de démocratie et de libéralisme en tant que valeurs universelles, pour conserver sa prééminence militaire et pour défendre ses intérêts économiques engendrent des contre-réactions de la part des autres civilisations[46]. » Nous ne voulons pas entrer ici dans le débat qui porte sur la pertinence de la notion de civilisation en matière de relations internationales. Il est cependant important de ne pas ignorer que

41. Robert KAPLAN, « The Coming Anarchy », *op. cit.*, p. 63.
42. En ce qui concerne la crise du modèle occidental dans le tiers-monde, voir B. BADIE, *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.
43. Voir notes 1 et 34 *supra*.
44. Samuel HUNTINGTON, « The West Unique, not Universal », *Foreign Affairs*, 75 (6), novembre-décembre1996, p. 37.
45. John GRAY, « Global Utopias and Clashing Civilizations »,*International Affairs*, 74 (1), 1998, p. 153.
46. Samuel HUNTINGTON, « The Clash of Civilization », *op. cit.*, 1993, p. 29.

l'hostilité et le mépris à l'égard de l'Occident – et tout particulièrement des États-Unis – constituent une composante bien réelle de la culture politique de nombre de pays du tiers-monde. Bien sûr, ceci ne condamne pas le système international à un « conflit des civilisations », mais comme le note fort bien Carl Gresham : « Toutes les « civilisations », toutes les « cultures » traditionnelles ont deux façons différentes de réagir face aux pressions du monde moderne. La première est confiante et constructive ; elle se fonde sur l'idée selon laquelle les traditions d'une collectivité peuvent survivre à la modernisation et à la mondialisation. Une identité collective forte constitue, dans cette perspective, une source d'énergie, un gage de solidarité communautaire. La seconde attitude est agressive et se nourrit des peurs d'une collectivité ; c'est ces dernières qu'exploitent certaines élites politiques dans un cadre multiculturel ou multicivilisationnel afin de s'assurer du pouvoir. Les tenants d'une telle approche mettent également l'accent sur la culture nationale, l'identité culturelle ou religieuse, mais ils le font en utilisant la haine des autres groupes comme un instrument de mobilisation démagogique. Cette approche mène à l'intolérance et à l'autoritarisme, alors que la première favorise le pluralisme et le respect des droits des minorités[47]. »

Le potentiel d'une confrontation entre l'« Occident » et certaines mouvances culturelles (ou religieuses) locales ou régionales est donc souvent présent, mais sa matérialisation implique avant tout un choix politique de la part des élites en position d'influencer les collectivités concernées. Ce choix, à l'évidence, dépend des enjeux qui peuvent justifier une telle mobilisation. Or, dans un contexte où les clivages socio-économiques entre le Nord et le Sud ne cessent de s'élargir, les occasions ne manquent pas. Bien qu'il soit difficile de prévoir dans quelle mesure le rejet de l'« Occident » constituera un thème de mobilisation important dans les prochaines décennies, ignorer le potentiel conflictuel que représente la fracture entre l'« Ouest et le reste » relève donc de la myopie ou de l'hypocrisie. Observe-t-on dès aujourd'hui – comme le prétend Huntington – une augmentation marquée des conflits entre « civilisations » ? Les premiers tests empiriques permettent d'en douter. Ted Gurr a ainsi démontré que sur un ensemble de 50 conflits ethno-politiques actifs en 1993-1994, le clivage « civilisationnel » ou religieux ne constituait un facteur significatif que dans 20 % des cas (11 sur 50). Il ne semble pas non plus, d'après lui, que l'on observe une augmentation des conflits de ce type depuis la fin des années 1980[48]. Par contre, il admet que les conflits religieux ou interculturels sont beaucoup plus violents et plus intenses[49]. Même si la guerre des civilisations n'aura pas lieu, il n'en demeure pas moins que l'assertion selon laquelle le système international, dans son ensemble, devient plus homogène semble très prématurée.

47. Carl GRESHAM, « The Clash Within Civilization », *Journal of Democracy*, 8 (4), octobre 1997, p. 167.
48. Ted Robert GURR, « People Against States : Ethnopolitical Conflict and the Changing World System »,*International Studies Quarterly*, 1994, 38 (1), pp. 356-358.
49. *Idem*, p. 358.

II – Au-delà du sytème : guerres, États et société dans l'après-guerre froide

Si la configuration du système international a suscité beaucoup de spéculations de la part de ceux qui se sont interrogés sur l'avenir des conflits armés, la nature même des guerres de l'après-guerre froide a fait naître un intérêt nouveau pour les racines sociopolitiques des guerres. Par ailleurs, beaucoup de théoriciens des relations internationales – à l'étroit dans le cadre rigide des dogmes réalistes – ont tenté de briser les barrières disciplinaires existant entre l'analyse systémique et l'analyse de la dynamique politique interne des États. Pour eux, contrairement au postulat réaliste qui décrète l'autonomie de la politique internationale par rapport à l'analyse des forces politiques nationales et subnationales, « la dynamique interne d'un État influe... sur la nature du système international[50] ». Ou en d'autres mots : « Dis-moi qui tu es politiquement et socialement, je te dirai à quoi va ressembler ta politique étrangère. » Deux grands thèmes se dégagent de ces réflexions : la paix démocratique et la question des guerres civiles de l'après-guerre froide.

A — La démocratie et la paix : chronique d'une relation ambiguë

De quoi s'agit-il ? Très simplement, selon une école de pensée très à la mode au début des années 1990 : les démocraties ne se font pas la guerre. D'après certains, il s'agirait d'une des rares affirmations que l'on puisse assimiler à une loi empirique en science politique. À nouveau, nous n'avons pas affaire à une théorie vraiment nouvelle. L'idée de la paix démocratique est, en effet, profondément ancrée dans la philosophie libérale depuis Emmanuel Kant (1795). Selon lui, la *Paix perpétuelle* deviendrait une réalité lorsque tous les États adopteraient une Constitution républicaine, les composantes de cette constitution étant l'État de droit, l'égalité des citoyens devant la loi, un gouvernement représentatif et la séparation des pouvoirs[51].

La logique du raisonnement kantien est bien connue et nous n'y reviendrons pas. Qu'il suffise de dire ici que pendant près de deux siècles après la parution de la *Paix perpétuelle* (1795), la thèse kantienne, malgré sa vogue chez des penseurs libéraux tels Thomas Jefferson, James Madison ou Woodrow Wilson, est demeurée un point de vue philosophique, non démontré et théoriquement peu développé. Ceci est d'ailleurs compréhensible dans la mesure où le nombre de régimes réellement démocratiques demeure relativement restreint jusqu'au début du XXe siècle. Durant l'entre-deux-guerres, puis de nouveau après 1945, par ailleurs, le thème de la sécurité collective symbolisée par la SDN puis l'ONU, a plus attiré l'attention des penseurs libéraux que celui de la thèse kantienne. Ce sera seulement dans les années 1980 que, face à la vague montante de la démocratisation à travers le monde et face à la fin de la guerre froide, un nombre croissant de chercheurs, particulièrement aux

50. Dario BATISTELLA, *op. cit.*, p. 755.
51. Immanuel KANT, « Perpetual Peace », dans Richard K. BETTS, *Conflict After The Cold War*, New York, Macmillan, 1994, pp. 128-135.

États-Unis, ont relancé le débat. La recherche s'est spécifiquement orientée vers deux objectifs : la démonstration empirique de la thèse de la paix démocratique ainsi que son développement théorique.

Au niveau théorique, tout d'abord, des auteurs tels que Bruce Russett, Zeev Maoz, Michael Doyle et John Owen[52] ont entrepris de conceptualiser le phénomène et de mieux dégager les processus qui sous-tendent la paix démocratique, ouvrant ainsi la voie à des recherches plus rigoureuses, fondées sur des proposition testables. Spécifiquement, la thèse kantienne connaît maintenant deux interprétations principales : structurelle et normative.

L'explication par le modèle structurel/institutionnel avance que les conflits entre démocraties sont moins fréquents du fait des contrôles institutionnels qui limitent la capacité d'un gouvernement démocratique de prendre des décisions de façon unilatérale. La séparation des pouvoirs administratif, militaire et législatif, la pratique des décisions collectives, l'existence de processus de décision formels sanctionnés par l'assentiment parlementaire, mais aussi la nécessité de prendre le pouls de l'opinion en ce qui concerne un choix aussi important que la guerre, tout ceci concourt à ralentir les décisions et à garantir que celles-ci se fondent sur un large consensus politique. Essentiellement, les institutions démocratiques introduisent donc une période de latence (*cooling off period*) qui permet aux parties en cause de se consulter et de considérer les conséquences possibles de leur choix. Elles contribuent aussi à rendre les processus de décision transparents et, donc, plus prévisibles. Ces contraintes vont, bien sûr, être perçues de l'extérieur et apaiser les craintes qu'un État démocratique puisse avoir recours à une offensive brusque ou une guerre préventive. Les institutions démocratiques, dans cette perspective, accroissent la stabilité des relations interétatiques en temps de crise et favorisent la résolution diplomatique des conflits.

L'interprétation normative de la paix démocratique, quant à elle, s'appuie sur le fait que les sociétés démocratiques ne se ressemblent pas seulement au niveau institutionnel. Elles partagent aussi des valeurs communes, en particulier, un attachement fondamental à la règle du droit par opposition à la force. Deux démocraties confrontées à une situation de crise vont donc s'attendre à ce que le principe de la résolution des conflits par la négociation soit appliqué par opposition à toute autre méthode et, tout spécialement, la confrontation militaire. Par ailleurs, dans la même situation, les populations de deux démocraties vont percevoir le gouvernement de la nation qui leur est opposée comme devant répondre aux voeux de son électorat. Or, cet électorat, par définition sensibilisé aux valeurs libérales que sont la paix et la prospérité, ne pourrait favoriser la guerre que dans une situation de légitime défense. *Ergo*,

52. Michael Doyle, « Liberalism and World Politics », *American Political Science Review*, (80), 1986, pp.1151-1169 ; John Owen, « How Liberalism Produces Democratic Peace », *International Security*, (19), 2, automne 1994, pp. 87-125 ; Bruce Russett, *Grasping the Democratic Peace. Principles for a Post-Cold War World*, Princeton, Princeton University Press, 1993 ; Zeev Maoz et Nasrin Abdolali, « Regime Type and International Conflict », *Journal of Conflict Resolution*, 33 (1), mars 1989, pp. 3-35.

comme le dit Owen : « Les démocraties libérales sont considérées comme raisonnables, prévisibles, dignes de confiance car elles ont à coeur les intérêts véritables de leurs citoyens ; or, ces intérêts sont les mêmes quelle que soit leur nationalité. Les libéraux pensent donc être à même de comprendre les intentions des démocraties en matière de politique étrangère, et ces intentions sont perçues comme étant toujours pacifiques face aux autres démocraties libérales[53]. »

Ces considérations soulignent que la paix démocratique, fidèle à ses origines, n'est pas seulement une théorie scientifique mais une approche philosophique des relations internationales. En effet, les arguments avancés par les tenants de thèse kantienne ne convainquent pas seulement du fait de leur clarté, mais aussi parce qu'ils font appel à des valeurs considérées comme universelles. En fait, la paix démocratique constitue un excellent thème de politique étrangère pour l'après-guerre froide dans la mesure où il satisfait à la fois à l'idée d'une orientation pacifique, et donc légitime, mais aussi parce qu'il renforce l'idée d'un système universel qui pourrait servir de modèle à l'ensemble des acteurs politiques. Rien d'étonnant, dès lors, que la paix démocratique soit devenue en quelques années la devise de la politique étrangère de plusieurs pays occidentaux[54]. On distingue ici clairement, bien sûr, les liens qui existent entre cette thèse et celle de Fukuyama, mais aussi les similitudes qui la rapprochent de la théorie de l'interdépendance et de celle de l'économie libérale. En fait, à plus d'un titre, ces doctrines s'harmonisent de façon exemplaire, au point où l'on serait tenté de les assimiler à différents aspects de l'approche dite libérale américaine.

La thèse de la paix démocratique a aussi, bien sûr, permis de renforcer l'idée selon laquelle la guerre allait peu à peu disparaître avec la diffusion progressive, mais inévitable, du modèle démocratique libéral. Dans cette optique, au fur et à mesure que le nombre de démocraties augmente dans le monde, la zone de paix s'élargira. Elle existe déjà, à l'évidence, dans la région euratlantique, et – avec la fin de la guerre froide – on peut penser que progressivement le nombre de pays qui opteront pour le modèle démocratique libéral augmentera. Les exemples les plus fréquents sont ceux de l'Europe de l'Est et de l'Amérique latine.

L'espoir de voir la paix démocratique conquérir la guerre a donc crû ces dernières années parallèlement à la résurgence de la démocratie un peu partout dans le monde. Entre 1974 et 1991, près d'un tiers des États de la planète ont opté pour un régime démocratique et, d'après les données de *Freedom House*, il y avait au début de 1998, 81 gouvernements librement élus et respectueux des droits et libertés de la personne. Ceci représente 45 % des pays de l'ONU. Aujourd'hui, 118 des 193 pays du monde sont considérés

53. John OWEN, *op. cit.*, p. 95.

54. La doctrine de la paix libérale a été ainsi intégrée à la politique des États-Unis et à celle des pays du G8, c'est-à-dire la Grande-Bretagne, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et la Russie. Le même principe a été adopté par des organismes internationaux comme la Banque mondiale, le FMI, l'OTAN, l'Union européenne et l'ONU.

comme démocratiques ou partiellement démocratiques, ce qui englobe 54 % de la population mondiale[55].

Malgré ces considérations, les résultats des recherches scientifiques visant à déterminer la validité de la thèse kantienne sont relativement ambigus : s'il existe ainsi un consensus presque complet pour accepter la proposition selon laquelle les démocraties ne se font pas la guerre entre elles, d'autres résultats sont nettement moins convaincants.

Selon David Spiro[56] par exemple, si l'on tient compte du nombre d'États et du nombre de conflits dans le monde depuis deux siècles, le hasard ou la chance pourrait expliquer l'absence de guerre entre démocraties. Par ailleurs, si les démocraties ne se battent pas entre elles, elles paraissent tout aussi belliqueuses que n'importe quel système politique. En fait, la guerre est plus fréquente entre pays démocratiques et pays non démocratiques qu'entre pays non démocratiques. Les grandes puissances (démocratiques) n'ont-elles pas pratiqué l'impérialisme avec bonheur au cours du XIXe siècle, envahissant quatre cinquièmes de la planète ? N'ont-elles pas aussi usé de la force pour maintenir leur emprise coloniale après 1945 et n'ont-elles pas fréquemment déstabilisé ou renversé les régimes qui ne leur convenaient pas durant la guerre froide ? La théorie n'a pas éclairci ces paradoxes. Small et Singer ont aussi démontré que les démocraties « paisibles » ont entamé les hostilités dans 58 % des cas où elles ont participé à des conflits[57]. Au niveau du système international, par ailleurs, la question est de savoir si un monde qui comprendrait plus de démocraties serait réellement plus pacifique. De ce point de vue, Small et Singer ainsi qu'Ellingsen ont mentionné que le nombre relatif de démocraties dans le monde n'affectait pas le niveau de conflictualité du système[58]. En fait, à un niveau peu élevé de démocratisation (moins de 50 %), la croissance du nombre de démocraties va augmenter le nombre de dyades pacifiques, mais aussi le nombre de dyades mixtes (et donc plus belligènes). Paradoxalement, jusqu'à un certain point, la croissance du nombre de démocraties augmente le risque de guerre[59].

De surcroît, les chercheurs ont déterminé que si la règle de la paix démocratique s'appliquait aux démocraties libérales établies, ceci n'était pas le cas des régimes en transition[60]. Ceux-ci, en effet, présentent un mélange

55. Charles KEGLEY, Eugene WITTKOPF, *World Politics. Trends and Transformations*, St Martin's/Worth, 1998, pp. 358-359 ; Fareed ZAKARIA, « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, 76 (6), novembre-décembre 1997, p. 23.
56. David SPIRO, « The Insignificance of the Liberal Peace », *International Security*, 19 (2), automne 1994, pp. 50-86.
57. Melvin SMALL et David SINGER, *Resort to Arms. International and Civil Wars 1816-1980*, Beverly Hill, Sage, 1982.
58. Melvin SMALL et David SINGER, « The War Proneness of Democratic Regimes », *Jerusalem Journal of International Relations*, 1, (4), été 1976, pp. 50-69 ; Tanja ELLINGSEN, « Civilisational Clashes and the Democratic Peace : Incompatible Paradigms », texte présenté à la 40e Convention de l'ISA, Washington, 16-20 février 1999, p. 6.
59. ELLINGSEN, *ibidem*.
60. Voir, à ce sujet, Edward MANSFIELD, Jack SNYDER, « Democratization and War », *Foreign Affairs*, 74 (3), mai-juin 1995, pp.79-97 ; une version plus longue de cet article est parue sous le titre : « Democratization and the Danger of War », *International Security*, 20 (1), été 1995, pp. 5-38.

volatil d'ancien et de nouveau. Les élites traditionnelles gravitent encore autour des cercles du pouvoir ; les militaires, en particulier, détiennent souvent une autonomie incompatible avec les normes démocratiques, la participation de la population aux processus politiques n'est pas encore pleinement institutionnalisée, le populisme prévaut, l'administration et la justice sont encore liées aux oligarchies en place et les demandes de réformes de nombreux groupes sociaux à la périphérie de la société sont insatisfaites. En bref, la stabilité de ce type de régime n'est pas assurée, les valeurs libérales n'y sont pas encore bien enracinées et la participation quelquefois désordonnée des forces sociales au processus politique risque constamment de ramener les autorités gouvernementales à l'autoritarisme sous couvert de raison d'État. Dans ce contexte, qui est autant celui de l'Allemagne et de la France au XIXe siècle que de bien des sociétés non occidentales actuelles, la mobilisation des esprits au nom de la patrie en danger et la haine de l'étranger sont traditionnellement parmi les rares thèmes qui suscitent l'unanimité. Dans ce sens, les « démocraties » en transition sont à la fois plus belliqueuses et plus susceptibles de connaître la guerre civile ou la révolution que d'autres régimes. Comme le note justement Eliot Cohen : « Après tout, c'est le processus de démocratisation, au siècle dernier, qui a rendu aux guerres une férocité inconnue depuis la guerre de Trente Ans. La confrontation la plus sanglante de l'histoire américaine demeure la guerre civile, une guerre dont les deux protagonistes étaient deux quasi-démocraties. Les camps de concentration ont fait leur apparition durant un autre conflit (la guerre des Boers) entre deux démocraties limitées : l'Angleterre et le Transvaal. La Grande Guerre a été déclenchée par l'Allemagne et l'Autriche, deux régimes plus représentatifs au niveau politique et plus équitables au plan légal que beaucoup d'États contemporains. Nous devons nous rappeler que les démocraties « à l'occidentale » ne constituent pas la norme et que leur évolution vers l'opulence et la stabilité a été parsemée de soubresauts violents et de guerres. D'autres pays trouveront peut-être des façons d'éviter ces accidents de parcours, mais il serait imprudent de le tenir pour acquis[61]. »

Il est également utile de se rappeler que la marche conquérante de la démocratie à travers le monde est loin d'être achevée. En fait *Freedom House*, que nous citions plus haut, souligne que des indices de plus en plus nombreux laissent à penser que la vague de démocratisation entamée dans les années 1970 est en train de refluer[62]. Si beaucoup de pays ont adopté le principe des élections (plus ou moins) libres, relativement peu nombreux sont ceux qui ont embrassé avec autant d'enthousiasme les normes sous-jacentes que sont la primauté du droit et la protection des libertés fondamentales. En Amérique latine, tous les États, sauf Cuba (21 sur 22), tiennent des élections régulières, mais dans bien des cas (10 sur 22) : « le degré de respect des droits

61. Eliot COHEN, « The Future of Military Power : The Continuing Utility of Force », dans Charles KEGLEY, Eugene WITTKOPF (dir.), *The Global Agenda*, (4e édition), New York, Mac Graw Hill, 1995, p. 39.
62. « The Ostrich's View of the World », *The Economist*, 19 décembre 1998, p. 68.

de la personne est incompatible avec la consolidation de la démocratie[63] ». En Afrique, la démocratisation a été extrêmement rapide durant les années 1990, et la quasi-totalité des 45 États de la région ont tenu des élections durant la décennie, mais la négligence à l'égard des droits fondamentaux est reconnue par tous les experts[64]. Des remarques identiques pourraient être faites en ce qui concerne les nouvelles démocraties de l'Asie centrale, et il est ironique qu'au Moyen-Orient, les élites modérées doivent violer le principe des élections libres pour éviter que des majorités suscitées par des mouvements religieux ne mettent en place des théocraties antilibérales. Si près de 42 % des États du monde (81 sur 193) peuvent être légitimement considérés comme démocratiques et libéraux, 54, soit 27 %, doivent être considérés « en transition[65] ». Et pour corriger les chiffres que nous citions plus haut : si 54 % de la population mondiale vit dans des « démocraties », 39 % seulement de cette même population jouit d'une protection satisfaisante des droits et libertés fondamentales[66]. Comme on le voit, l'extension de la zone de paix kantienne aux dimensions de la planète n'est pas pour demain et si, dans l'avenir, la paix sera peut-être démocratique, on peut douter que la démocratie fera la paix.

B — Les nouvelles (?) guerres de l'après-guerre

Compte tenu de la médiatisation intense des conflits et des opérations de maintien de la paix durant la dernière décennie, il n'est pas surprenant que les guerres civiles aient tenu une place de choix dans les réflexions récentes des analystes du phénomène guerre. En effet, entre 1989 et 1997, on compte plus de 100 guerres civiles et seulement six conflits entre États. Au début de 1999, d'après le *Center for Defense Information*, le nombre de conflits majeurs (plus de 1 000 morts par an) se montait à 23, mais un seul était de nature interétatique (le conflit indo-pakistanais). En adoptant une définition différente de la guerre (plus de 25 morts par an), l'Institut de recherche pour la paix d'Oslo (PRIO) et l'Université d'Uppsala comptaient en 1998, 27 conflits dont deux de nature interétatique (voir le tableau 2)[67].

63. Fareed ZAKARIA, *op. cit.*, p. 28.
64. *Ibidem.*
65. KEGLEY et WITTKOPF, *op. cit.*, 1998, p. 360.
66. « The Ostrich's View of the World », *op. cit.*, p. 68.
67. Les sources de ces chiffres sont les suivantes : *The Defense Monitor*, 27 (1), janvier 1998 ; Klaus Jürgen GANTZEL, Torsten SCHWINGHAMMER, *Warfare Since the Second World War*, New York, Transaction Books, 1999 ; Kalevi HOLSTI, *The State, War and the State of War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996 ; Paul KENNEDY, Ingomar HAUCHLER, *Global Trends. The World Almanach of Developpment and Peace*, New York, Continuum, 1994, pp. 177-199 ; Dan SMITH, « The World at War », 1er janvier 1999, site Internet du Center for Defense Information (Washington), http://www.cdi.org/issues/ World_at_war/ wwar99.htm ; Dan SMITH (Peace Research Institute Oslo), *The State of War and Peace*, Londres, Penguin, 1997 ; David TURTON (dir.), *Studies on the Nature of War. vol 2 : War and Ethnicity. Political Connections and Global Violence*, Rochester (NY),University of Rochester Press, 1997 ; Peter WALLENSTEEN, Margareta SOLLENBERG, « Armed Conflict and Regional Conflicts », *Journal of Peace Research*, 35 (5), déc. 1998, pp. 621-634 ; voir également les annuaires de l'Institut de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI 1990-1999).

Il n'est donc pas étonnant, non plus, que l'analyse des dynamismes internes de ces conflits – par opposition à l'examen de leurs déterminants internationaux – ait pris une place de choix dans les ouvrages et les revues spécialisées. La sociologie des acteurs, l'anthropologie et l'analyse politique se sont en quelque sorte substituées aux relations internationales pour mettre en évidence les mécanismes des conflits contemporains.

Tableau 2

Les conflits armés depuis la fin de la guerre froide

Types de conflits	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Guerres civiles	43	44	49	52	42	42	34	33	29	25
Guerres civiles + interventions étrangères	1	2	1	2	4	0	0	1	3	0
Guerres interétatiques	3	3	1	1	0	0	1	2	1	2
Total	**47**	**49**	**51**	**55**	**46**	**42**	**35**	**36**	**33**	**27**

Source : WALLENSTEEN et SOLLENBERG, *op. cit.* , p. 623.

Il faut toutefois noter que la prolifération des essais sur les « guerres de l'après-guerre froide », si elle a certainement favorisé le décloisonnement intellectuel et stimulé la réflexion dans un domaine peut-être trop spécialisé, n'a pas eu que des effets heureux. En effet, cet engouement pour la polémologie a aussi produit une vague d'articles et d'essais qui frappent plus par leur sensationnalisme que par leur rigueur intellectuelle. Une mise au point conceptuelle rapide s'impose, de ce point de vue, avant d'examiner les axes de la recherche les plus importants en ce qui a trait à la sociologie des conflits.

Une première illusion qu'il est important de dissiper est que la violence qui déchire beaucoup d'États du tiers-monde constitue un phénomène nouveau en cette fin de siècle. Les guerres civiles, en effet, constituent la majorité des conflits depuis cinquante ans déjà. Kal Holsti note ainsi que, depuis 1945, 77 % (126 sur 164) des confrontations armées ont été de nature intra-étatique[68]. La banque de données de l'AKUF, quant à elle, comptait, en 1994, 123 guerres civiles sur un total de 186 conflits depuis 1945 (66 %). D'après cette institution, seul un conflit armé sur 6 a été mené exclusivement entre États[69].

68. Kal HOLSTI, « The Coming Chaos ? Armed Conflicts in the World Periphery », texte présenté à la conférence *International Order in the 21st Century*, 16-18 juin 1997, p. 14, et Kal HOLSTI, *The State, War and the State of War, op. cit.*, chapitre 2.

69. KENNEDY et HAUCHLER, *op. cit.*, pp.180-181.

Tableau 3

Fréquence et gravité des guerres civiles (1816-1997)

Période	Nombre de guerres civiles	Taille du système international (nombre d'États)	Nombre de décès	Nombre de guerres civiles internationalisées
1816-1848	12	28	93 200	3 (25 %)
1849-1881	20	39	2 891 600	1 (5 %)
1882-1914	18	40	388 000	3 (17 %)
1915-1945	14	59	1 631 460	4 (29 %)
1946-1988	60	117	6 222 020	14 (23 %)
1989-1997	103	182	1 740 000	8 (8 %)
Total	**227**		**12 966 280+**	**33 (14 %)**

Sources : KEGLEY, WITTKOPF (1998) *op. cit.*, p. 368 ; WALLENSTEEN, SOLLENBERG (1998), *op. cit.*, p. 621.

Il est tout aussi inexact de prétendre qu'une ère de chaos, caractérisée par des guerres civiles plus nombreuses et plus intenses, s'est ouverte en 1989. En fait, le nombre total de conflits internes est passé de 43, en 1989, à 29, en 1997, d'après PRIO, et de 31 à 22, d'après le CDI, durant la même période[70]. La létalité de ce type de guerre a-t-elle augmenté de façon significative depuis une décennie ? Légèrement, si l'on en croit les données du tableau 2, qui montrent que le nombre de morts du fait de guerre est passé de 150 000 personnes par année, durant la période allant de 1946 à 1988, à 200 000 pour la période qui va de 1989 à 1998. Au niveau global cependant, ceci ne représente qu'une mortalité additionnelle de 50 personnes par million d'habitants, alors que le taux de mortalité normal dans le monde est de 10 000 personnes par année et par million d'habitants[71]. Au vu de ces chiffres, il serait donc probablement prématuré de crier à la catastrophe.

Y a-t-il, cependant, des raisons de penser que les conflits internes de l'après-guerre froide sont différents de ce que le monde a connu précédemment ?

Selon certains auteurs, comme André Glucksman, c'est bien le cas. La violence collective est en mutation. « Après l'ère des fascismes bruns et rouges, nous voilà projetés dans l'âge des guerres fauves[72] », nous dit-il. Non seulement la fin de la guerre froide a-t-elle ouvert une ère caractérisée par « une *multitude* de conflits subversifs, fratricides et terroristes[73] », mais « l'émergence d'une violence libérée de tout frein symbolique et parfois politique oblige à

70. *Ibid.*
71. Les données sur les taux de mortalité « normaux » au niveau global nous ont été communiquées par M. Jean-Pierre Derriennic, Département de science politique, Université Laval. Nous l'en remercions.
72. André GLUCKSMAN, « Des Guerres à venir... », *Politique internationale*, 1994, n°s 65-66, p. 52.
73. *Idem*, p. 53.

repenser la guerre dans la pluralité de ses dimensions et à en reconstruire le concept[74] ». Pour plusieurs, les guerres d'aujourd'hui sonnent ainsi le glas de la conception clausewitzienne de la guerre : l'usage de la violence armée ne reflète plus les objectifs politiques des États[75]. « Il n'y a pas d'objectif, pas de projet, pas d'idée qui assurent [la] cohérence [des guerres], mais tout juste une stratégie méritant à peine ce nom car c'est celle du rapt, du meurtre et du pillage[76]. » « Le nouveau guerrier érige d'emblée, en impératif suprême, l'axiome qui fonde sa pratique nihiliste [...] les bains de sang ne sont plus un moyen mais une fin[77]. » Ou comme le note Enzenberger : « Ce qui confère à la guerre civile actuelle un caractère nouveau et inquiétant, c'est le fait qu'elle est menée sans aucun enjeu, que littéralement il ne *s'agit de rien*[78]. » L'ère des guerres politiques touche-t-elle à sa fin comme le prétend Philippe Delmas[79] ? Doit-on penser la guerre maintenant comme une « *pathologie identitaire*[80] », une sorte de cancer, un « *rétrovirus du politique*[81] » qui risque à tout moment d'envahir le corps occidental dans son entier ? C'est le cas, d'après ceux qui avancent qu'« à tout instant, comme l'a démontré l'exemple de Los Angeles, il peut se produire une escalade, et c'est l'embrasement général[82] ». Ces prédictions peuvent paraître excessives au regard des données que nous avons citées plus haut, mais il est remarquable que des experts reconnus comme Martin Van Creveld aient contribué à les populariser et à les diffuser. Pour lui, en effet : « À l'instar du cancer qui envahit l'organisme en passant d'un organe à l'autre, les conflits de basse intensité, parmi toutes les formes de guerres, sont les plus contagieux. Alors que la fin du siècle approche, des régions entières dont la stabilité semblait assurée depuis 1945 [...] commencent à s'embraser. Jusqu'à présent, l'impact de ce phénomène sur le « premier monde » a été limité. Mais quelle est la société qui pourrait se prétendre immunisée contre cette maladie[83] ? » Un avertissement à peu près similaire a, d'ailleurs, été donné par Robert Kaplan dans son article *The Coming Anarchy*.

Au-delà de ces effets de plume qui reflètent plus les émotions de leurs auteurs que les réalités sociologiques, qu'en est-il ? La meilleure réponse nous est fournie par Kal Holsti. Pour lui, en effet, nous assistons depuis 1945 non pas à une évolution, mais à une régression du phénomène guerre[84]. Dans cette perspective, si la période qui va de la Renaissance au XXe siècle a vu la guerre

74. *Idem*, p. 64.
75. Philippe DELMAS, *Le bel avenir de la guerre*, Paris, Gallimard, 1995, p. 215.
76. Hans-Magnus ENZENBERGER, « Vues sur la guerre civile », dans *La grande migration*, Paris, Gallimard, 1995, p. 84.
77. A. GLUCKSMAN, *op. cit.*, p. 60.
78. Hans-Magnus ENZENBERGER, *op. cit.*, p 97.
79. Philippe DELMAS, *op. cit.*, pp. 203-215.
80. François THUAL, *Les conflits identitaires*, Paris, Ellipses, 1995, pp. 177-180.
81. ENZENBERGER, *op.cit.*, pp. 85-97.
82. *Idem*, pp. 77-84.
83. Martin Van CREVELD, *Transformation of War*, New York, Free Press, 1991, p. 224 ; cet ouvrage a été traduit en français sous le titre *La transformation de la guerre*, Monaco, édition du Rocher, 1998.
84. Voir Kalevi HOLSTI, *The State, War and the State of War*, *op. cit.*, chapitres 1 et 2.

devenir une activité réglée et contrôlée par les États, les cinquante dernières années ont été témoin d'un retour en force de la guerre « sauvage » telle qu'on la connaissait jusqu'au début du XVIIe siècle.

Les parallèles que l'on peut tracer, de ce point de vue, entre la guerre prémoderne et les conflits de la fin du XXe siècle sont évidents, mais trois caractéristiques ressortent particulièrement.

Les formes de la guerre s'estompent. Les fronts, les campagnes, l'organisation, les tactiques, les uniformes disparaissent. Les batailles sont remplacées par des embuscades et des coups de main[85]. Les actes terroristes, les bombardements et les massacres tiennent lieu de combat. La guerre se désinstitutionnalise.

La guerre redevient une entreprise privée. Elle n'est plus l'affaire d'organisations professionnelles, centralisées répondant au principe de la hiérarchie militaire et soumises à l'autorité civile. Les combattants des guerres contemporaines sont eux-mêmes des civils en armes[86] vaguement organisés en groupes plus ou moins disciplinés. Ils relèvent d'autorités locales ou de « seigneurs de la guerre » menant des opérations militaires à leur propre compte, comme c'était le cas des mercenaires dans les armées européennes du XVIIe siècle. Les conflits, dans ce sens, se dispersent en fonction de leur privatisation. La guerre ne préside plus à un processus de mobilisation massive orchestrée par un gouvernement. On assiste, au contraire, à une « capillarisation de la violence[87] ». Les conflits se « démassifient[88] ».

Finalement, les enjeux de ces guerres sont multiples et ambigus. Est-ce la conquête du pouvoir, le contrôle d'un territoire ou l'accès aux ressources ? Cherche-t-on simplement la reconnaissance, la « dimension symbolique du politique » ou purement et simplement le profit personnel[89] ? Dans plusieurs cas, les motifs originels du conflit sont oubliés et la lutte continue par simple inertie. La guerre, à ce stade-ci, n'est plus une lutte politique, mais simplement un mode de vie qui se perpétue de lui-même. La guerre redevient endémique comme elle l'était dans certaines régions d'Europe au Moyen Âge.

Si l'on considère l'ensemble de leurs caractéristiques, les guerres civiles de la fin du XXe siècle ne constituent donc pas un phénomène nouveau, mais beaucoup plus un retour à la guerre prémoderne. Ce constat nous renvoie évidemment aux facteurs qui peuvent expliquer ce changement dans la nature de la guerre. C'est vers cette question que nous nous tournons maintenant.

---

85. *Ibidem*, pp. 36-40.
86. Didier BIGO, « Nouveaux regards sur les conflits », dans Marie-Claude SMOUTS (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et Théories*, Paris, Presses de Science Po, 1998, p. 340.
87. Didier BIGO, « Guerres, conflits transnationaux et territoire », *Cultures et conflit*, 21-22, printemps-été 1996, p. 410.
88. *Ibidem*.
89. D. BIGO, « Nouveaux regards sur les conflits », *op.cit.*, p. 337.

C — Ethnicité ou pathologie de l'État : la sociopolitique des conflits de l'avenir

La sociopolitique des conflits internes post-guerre froide (par opposition aux analyses de relations internationales qui portent sur l'avenir des guerres) s'est concentrée principalement sur deux thèmes étroitement liés : la question identitaire – ou plus précisément les conflits ethniques[90] – et le phénomène de l'affaiblissement des États. Chacun contribue, à sa façon, à une meilleure compréhension du phénomène que l'on pourrait appeler la « régression de la guerre ». Examinons-les tour à tour.

La présence d'une composante « ethnique » dans la plupart des guerres civiles actuelles est une évidence. Dix-huit des 23 guerres en cours en 1998 sont, en effet, basées sur des rivalités de type ethnique ou communautaire[91]. Soixante-dix groupes ethniques sont directement impliqués dans ces conflits[92]. Quelle est la nature du problème ? On distingue, d'après Karin Von Hippel, environ 8 000 « cultures » ou ethnies distinctes dans le monde[93], alors que l'ONU ne compte que 183 États, soit une moyenne de 43 groupes par État. Bien sûr, chacune de ces cultures ne constitue pas nécessairement un risque de guerre ou de sécession potentielle. Sur l'ensemble de ces entités, 233 groupes sont identifiés comme étant « à risque[94] ». Ceci signifie deux choses : la plupart d'entre eux ont subi ou continuent de subir un traitement discriminatoire dans le pays où ils résident. Ils ont aussi fait l'objet d'une mobilisation politique en vue de défendre leurs intérêts collectifs[95]. Gurr et Harff distinguent quatre types de regroupements ethnopolitiques : les ethnonationalistes qui représentent une collectivité importante dans un pays et veulent constituer leur propre État (sécession) ou être rattachés à un État existant (irrédentisme) ; les peuples autochtones ou indigènes qui revendiquent un certain nombre de droits ou de privilèges (par exemple, les Amérindiens) ; les groupes en compétition pour une part de pouvoir dans les États multiethniques (les Chinois en Malaisie) ; les classes ethniques, c'est-à-dire les groupes ethniques qui occupent une position inférieure dans une structure sociale donnée (les Turcs en Allemagne)[96]. Ne serait-ce que dans la première catégorie, on ne compte pas moins d'une cinquantaine de cas problèmes[97].

En fonction de cette contextualisation, l'objectif principal des chercheurs a été de mettre en évidence les facteurs qui expliquent que certaines de ces situations dégénèrent et que certains groupes, et non d'autres, recourent à la

90. En ce qui a trait aux conflits ethniques, on consultera avec profit, en français, l'ouvrage de F. THUAL, *Les conflits identitaires*, Paris, éditions Marketing, 1995.
91. Dan SMITH, « The World at War »,*op. cit.*, pp. 3-5.
92. Ted Robert GURR, *op.cit.*, p. 350.
93. Karin Von HIPPEL, « Understanding Nationalism and Irredentism », *The Washington Quarterly*, (17) 4, automne 1994, p. 188.
94. Ted Robert GURR, *op.cit.*, p. 349.
95. *Ibidem.*
96. Ted Robert GURR, Barbara HARFF, *Ethnic Conflicts in World Politics*, Boulder, Westview Press, 1994, chapitres 2 à 4.
97. Von HIPPEL, *op. cit.*, pp. 192-193.

violence. Il est délicat d'offrir une synthèse des approches proposées, compte tenu de leur diversité, mais, dans l'ensemble, on peut les ranger en trois catégories : les analyses qui ont tenté de mettre en évidence les déterminants structurels de la violence ethnique, les études qui ont plutôt visé à mettre en évidence le processus qui mène au conflit armé et, finalement, les théories de type postmoderniste qui portent sur la construction de la réalité sociale par les acteurs.

Dans la première catégorie, on peut ranger des auteurs comme Ted Robert Gurr, Stephen van Evera ainsi que David Lake et Donald Rothchild[98]. Ceux-ci ont tenté de préciser les catalyseurs de la violence ethnique autant au plan des conditions socio-économiques que des relations politiques et culturelles qui prévalent entre communautés dans une région[99]. Certains auteurs mettent ainsi l'accent sur des variables structurelles, d'autres sur des facteurs plus conjoncturels tels que la communication politique et les perceptions des groupes les uns vis-à-vis des autres ; Lake et Rothchild mentionnent spécifiquement, à ce sujet, le danger que représente l'existence d'un « déficit de communication[100] », lui-même favorisé par l'existence de mythes historiques qui déforment les perceptions collectives.

V. P. Gagnon et Stuart Kaufman illustrent très bien la seconde façon d'approcher les conflits ethniques[101]. Kaufman, en particulier, a voulu montrer que la violence communautaire était généralement le fruit d'une escalade ou d'une spirale au cours de laquelle les activistes ethniques et les entrepreneurs politiques nourrissent les hostilités intercommunautaires existantes au point de créer une situation de jeu à somme nulle[102]. Dans le cadre de celle-ci, les groupes hostiles concluent qu'ils n'ont pas d'autre choix que d'attaquer pour garantir leur survie. Or, lorsque la logique du dilemme de la sécurité s'impose, même les modérés peuvent être amenés à favoriser la violence pour « éviter le pire[103] ».

98. Ted Robert GURR, « Theories of Political Violence and Revolution in the Third World », dans Francis M. DENG, William ZARTMAN, *Conflict Resolution in Africa,* Washington, Brookings, 1991, pp. 153-189 ; David LAKE et Donald ROTHCHILD, « Containing Fears : The Origins and Management of Ethnic Conflict », *International Security,* 21 (2), automne 1996, pp. 41-75 (David LAKE et Donald ROTHCHILD ont également produit un ouvrage sur la question des conflits ethniques : *The International Spread of Ethnic Conflict. Fear, Diffusion and Escalation,* Princeton, Princeton University Press, 1998) ; Stephen Van EVERA, « Hypotheses on Nationalism and War », *International Security,* (18) 4, printemps 1994, pp. 5-39.
99. Ted Robert GURR, « Theories of Political Violence and Revolution in the Third World », *op.cit.,* pp.185-186.
100. LAKE et ROTHCHILD, « Containing Fears : The Origins and Management of Ethnic Conflict »,*op. cit.,* p. 47.
101. V. P. GAGNON, « Ethnic Nationalism and International Conflict : the Case of Serbia », *International Security*, 19 (3), hiver 1994-1995, pp.130-166 ; Stuart KAUFMAN, « Spiraling to Ethnic War : Elites, Masses and Moscow in Moldova's Civil War », *International Security,* 21 (2), automne 1996, pp.108-138.
102. Une situation de jeu à somme nulle se définit comme suit : les gains mutuels sont impossibles, tout avantage obtenu par l'adversaire est une perte pour son concurrent, la coopération n'est donc pas une option rationnelle.
103. LAKE et ROTHCHILD, « Containing Fears : The Origins and Management of Ethnic Conflict »,*op. cit.,* p. 87.

Les constructivistes, finalement, assez proches de l'approche précédente, avancent qu'on ne peut comprendre les « dynamiques nationalitaires » qu'en les analysant en termes de stratégies d'acteurs, où « des entrepreneurs politiques mobilisent des groupes en fabriquant, à partir des significations imaginaires sociales majeures de la société, de nouveaux arrangements entre concepts tirés du « stock cognitif » de la société donnée[104] ». Les « identités sociales agressives[105] », dans cette perspective, sont « construites socialement » par le biais d'un ensemble de processus complémentaires où interviennent – à nouveau – les élites politiques qui se servent des vieilles mythologies politiques pour nourrir les peurs collectives qu'inspire l'avenir. Dans ce contexte, comme l'ont très bien dit Lake et Rothchild : les groupes « craignent pour leur survie, misent sur la violence et se préparent en conséquence, en créant les conditions propices à son déchaînement[106] ».

Le bénéfice de ces nombreuses études qui, dans l'ensemble, sont complémentaires, est d'avoir contribué à dissiper nombre de postulats erronés en ce qui a trait aux guerres ethniques, à leur importance et à leur interprétation. Au premier chef, ces recherches ont montré que l'augmentation du nombre de conflits dits ethniques ou ethnonationalistes n'avait rien à voir avec la fin de la guerre froide et le démantèlement des blocs. Ainsi, le nombre de groupes ethniques participant à des conflits armés a augmenté *durant toute la durée de la guerre froide*, passant de 26, de 1946 à 1949, à 70 pour la période 1993-1994, mais la croissance la plus marquée de ce type de conflits a eu lieu durant les années 1960-1970 et non après 1989[107].

La notion d'une vague de guerres ethnonationalistes qui balaierait le monde a, elle aussi, été contredite par les faits. En effet, si le nombre de conflits dits ethniques demeure relativement élevé, il a néanmoins diminué de façon radicale depuis 1989, parallèlement à la baisse générale du nombre de guerres civiles (de 49 à 29, d'après Wallensteen et Sollenberg)[108]. L'Amérique latine, l'Asie de l'Est et même l'Afrique connaissent ainsi, à l'instar de la zone euratlantique, une diminution marquée des conflits armés depuis deux décennies.

Au-delà de ces généralités, les études portant sur les conflits ethniques ont montré également que la notion de « haines ancestrales » qui serait à la source de ces conflits est tout à fait erronée. La conscience collective d'une identité ethnique – comme l'ont noté les auteurs que nous avons mentionnés plus haut – est souvent un produit du colonialisme ou de l'histoire politique

104. Didier Bigo, « Les conflits post-bipolaires. Dynamiques et caractéristiques », *Cultures et conflits*, n° 8, 1992-1993, p. 12.
105. Badredine Arft, « Ethnic Fears : The Social Construction of Insecurity », *Security Studies*, 8 (1), automne 1998, p. 153.
106. Lake et Rothchild, « Containing Fears : The Origins and Management of Ethnic Conflict »,*op. cit.*, p. 53.
107. *Idem*, p. 350.
108. Peter Wallensteen, Margareta Sollenberg, « Armed Conflict and Regional Conflicts », *op. cit.*, p. 623.

récente de collectivités comme les Tamouls, les Sikhs, les Hutus, les Tutsis, etc. La politisation des questions identitaires est, dans ce sens, un phénomène moderne, suscité par la conjoncture politique et sociale, et exploité par des entrepreneurs politiques sans scrupule[109].

La sociologie des conflits ethniques nous apprend également que les conditions qui favorisent l'éclatement de la violence intercommunautaire sont très précises et qu'il n'y a pas lieu de penser que le phénomène peut, comme un feu de brousse, s'étendre à l'ensemble des États pluriethniques. Le monde des États-nations n'est donc pas condamné à l'implosion, comme le laissent présager des auteurs tels que Robert Kaplan[110].

Les études sociologiques portant sur les conflits ethniques ou néonationalistes – bien qu'elles en fassent mention – laissent cependant en suspens une des questions centrales que soulèvent les conflits de l'après-guerre froide : l'affaiblissement marqué d'un certain nombre d'États face aux forces centrifuges qui les déchirent. Ce thème a été abordé de façon indépendante par plusieurs auteurs qui voient là une clé essentielle à la compréhension des conflits de l'avenir. Si l'on écarte, encore une fois, les auteurs les plus sensationnalistes, qui annoncent déjà la fin de l'État[111], Kal Holsti, dans un texte récent, nous fournit de nouveau une des réflexions les plus intéressantes sur ce thème. Pour lui, le problème fondamental qui sous-tend les guerres d'aujourd'hui est celui de l'État. Plus précisément, les conflits contemporains reflètent deux types de problèmes : une crise de l'État non occidental et une crise de la gouverne politique dans les pays en développement[112].

Suivant Holsti, l'État comme nous le connaissons en Occident a plusieurs caractéristiques fondamentales : un territoire bien défini circonscrit par des frontières stables, une population permanente, l'accès à un certain nombre de ressources nécessaires pour satisfaire aux besoins fondamentaux de ladite population et le monopole de la force armée sur l'ensemble du territoire national. Or ces caractéristiques, que l'Europe a exportées dans le reste du monde par le biais de la colonisation, ne correspondent plus, nous dit-il, à la réalité politique de plusieurs régions, notamment en Afrique, en Asie et en Asie centrale.

En effet, les limites territoriales des États sont constamment remises en question par un ensemble de flux transnationaux et particulièrement par des mouvements migratoires non contrôlés. L'existence de vastes zones géographiques où se déplacent sans contrôle des millions de personnes remet à son

109. John Bowen, « The Myth of Global Ethnic Conflict », *Journal of Democracy*, 7 (4), octobre 1996, p. 4.
110. Voir Robert Kaplan, « The Coming Anarchy », *op. cit.*
111. Voir, tout particulièrement, Martin Van Creveld, « The Fate of the State », *Parameters*, printemps 1996.
112. Kal Holsti, « The Coming Chaos ? Armed Conflicts in the World Periphery », dans *International Order and the Future of World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 283-310.

tour en question la notion de population nationale permanente dans plusieurs régions du globe.

De surcroît, confrontés aux pressions démographiques et à des conditions économiques de plus en plus dures, beaucoup de pays ne peuvent plus satisfaire au troisième critère mentionné par Holsti : l'accès à des ressources suffisantes pour permettre le fonctionnement de l'appareil d'État et satisfaire aux besoins élémentaires d'une collectivité. Finalement, le contrôle de la force armée échappe fréquemment aux autorités centrales, pour se diffuser progressivement à une multiplicité d'acteurs, chefs de tribu ou de clan, organisations mafieuses, groupes de mercenaires, etc., chacun d'entre eux contrôlant avec plus ou moins de succès une population et un territoire donnés.

Mais ceci n'est pas tout. La crise de l'État non occidental se combine en effet avec un autre phénomène : la remise en question, dans plusieurs sociétés, de la gouverne en tant que principe fondateur du politique. Le concept de « gouvernance » que l'on peut définir comme l'exercice démocratique et responsable du pouvoir en matière de politique publique est, en effet, essentiel à la viabilité de l'État moderne. La *bonne gouvernance*, de ce point de vue, est fondée sur la mise en pratique d'un ensemble de principes comprenant le respect du droit, la participation politique, l'équité et la tolérance ainsi que la probité et l'efficacité de la fonction publique. En général, la *bonne gouvernance* contribue au bien-être collectif, renforce la confiance dans les institutions et aide à maintenir un équilibre essentiel entre les besoins de l'État, ceux de la société civile et les mécanismes du marché.

Cependant, dans plusieurs régions du monde, le concept de gouvernance, conçu comme un service collectif ou une responsabilité sociale, n'a pas survécu au colonialisme. Les qualificatifs qui s'appliquent le mieux dans plusieurs cas sont ceux de *kleptocraties* ou de *néomédiévalisme*.

Dans ce contexte, la gouvernance n'est pas fondée sur l'exercice légitime de l'autorité. L'État, en fait, s'est souvent désintégré et a été remplacé par des réseaux locaux qui obéissent aux principes de la loyauté personnelle et à la logique des intérêts privés. Comme l'a très bien démontré Jean-Claude Rufin[113], il arrive fréquemment, dans ces cas, que des potentats locaux convertissent les territoires qu'ils contrôlent en entreprises économiques. Ce type de pratique est évidemment en contradiction flagrante avec la notion de gouvernement entendu comme un service public. Par conséquent, la privatisation du pouvoir a fréquemment pour résultat de provoquer des crises de légitimité entre un gouvernement kleptocratique, soutenu par les alliés politiques qu'il a cooptés, et les groupes exclus qui se battent pour leurs droits. Ce processus peut évidemment conduire au massacre délibéré d'une population considérée par les autorités gouvernementales comme une menace politique et sociale, d'où la pratique du « politicide » ou du génocide dont plusieurs pays ont été le théâtre durant la dernière décennie.

113. Jean-Claude RUFIN, *L'économie des guerres civiles,* Paris, Fayard, Coll. Pluriel, 1995.

Pour nous résumer, pour toute une école de pensée – représentée en particulier par Kal Holsti, mais aussi par William Zartmann, Pauline Baker, John Ausink et les participants au *State Failure Project*[114] —, la source véritable des conflits types de cette fin de siècle réside non seulement dans l'affaiblissement des structures institutionnelles des États dans plusieurs régions du monde (le phénomène des *Collapsed States* ou des *quasi-états*), mais également dans la crise de légitimité de nombre de régimes qui, dans une large mesure, ont régressé vers des pratiques politiques quasi médiévales. D'après eux, contrairement à l'idée reçue selon laquelle les conflits ethniques et les guerres civiles ont causé la désintégration de l'État, c'est bien le contraire qui se produit. L'effondrement de l'État constitue la cause de la plupart des conflits dont nous sommes témoins actuellement : « En bref, le nationalisme ethnique est une pathologie de l'État. Le processus commence par l'affaiblissement du pouvoir central. À ce phénomène succède la fragmentation politique lorsque les collectivités locales transfèrent leur loyauté de l'État aux autorités communautaires traditionnelles qui sont plus proches de la population et peuvent assurer un minimum d'entraide et de protection physique. À moins que ce processus ne soit freiné, il débouche immanquablement sur la violence intercommunautaire, la purification ethnique et éventuellement le génocide. Plus un État se désintègre, plus le risque qu'un conflit ethnique s'envenime et se répande augmente[115]. »

Bien sûr, le danger des « États effondrés », à l'instar de celui des conflits ethniques, doit être remis en perspective. Certains, comme Martin Van Creveld et Bruce Porter[116], y voient en effet un signe précurseur de la fin des États tels que nous les connaissons. Pour Robert Bunker, par exemple : « L'État-nation est apparemment en train d'entrer dans une phase de mutation au cours de laquelle les principes d'organisation politique qui sous-tendent nos sociétés vont perdre leur utilité[117]. » Pour Van Creveld : « Depuis la paix de Westphalie, et pendant trois siècles, l'État a été la structure politique la plus importante. Cette période est en train de s'achever[118]. » À l'évidence, pour ces auteurs, cette mutation du système westphalien est également porteuse d'instabilités et de conflits. Face à ces affirmations, il suffit de rappeler que l'État occidental, si on se fie aux chiffres, n'est pas à l'agonie, même si la taille des armées diminue partout : les revenus gouvernementaux moyens des pays de

114. Voir William ZARTMANN, *Collapsed States : The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, Boulder, Colorado, 1995 ; Pauline BAKER, John AUSINK, « State Collapse and Ethnic Violence : Toward a Predictive Model », *Parameters*, printemps 1996, pp. 19-31 ; Daniel ESTY, Jack GOLDSTONE, Ted Robert GURR, Barbara HARFF, Pamela SURKO, Alan UNGER, Robert CHEN, « The State Failure Project : Early Warning Research for U.S. Foreign Policy Planning », texte présenté à la conférence « Failed States and International Security, Prospects and Consequences », Purdue University, West Lafayette, 25-27 février 1998.
115. BAKER, AUSINK, *op. cit.*, pp. 20-21.
116. Martin Van CREVELD, « The Fate of the State », *op. cit.*, pp. 4-18 ; Bruce PORTER, « Is the Zone of Peace Stable ? Sources of Stress and Conflict in Industrial Democracies of Post-Cold War Europe », *Security Studies*, 4 (3), printemps 1995, pp. 520-551.
117. Robert BUNKER, *op. cit.*, p. 15.
118. Martin Van CREVELD, « The Fate of the State », *op.cit.*, p. 18.

l'OCDE s'élèvent en 1996 à 45,9 % du produit national brut de ces États. Ce revenus sont donc quatre fois ce qu'ils étaient en 1913 (9,1 %) et près du double de ce qu'ils étaient dans les années 1950 (27,9 %)[119]. En Europe et en Amérique, l'État est donc plus riche et plus puissant que jamais. Par ailleurs, les données colligées par le *State Failure Project* nous rappellent que l'État non occidental ne se porte pas si mal : on ne répertorie pas plus d'une douzaine d'États véritablement « effondrés » depuis quarante ans, ce qui ne représente pas non plus un chiffre véritablement inquiétant[120].

Conclusion

Au terme de cet exposé, quelles sont les grandes conclusions que nous pouvons tirer de notre inventaire théorique ?

Au premier chef, il faut noter que l'un des aspects les plus frustrants de l'environnement international, en ce début de millénaire, est qu'il ne facilite guère les prévisions. Pour utiliser l'image proposée par John Lewis Gaddis, la métaphore par excellence de la guerre froide, c'est le jeu, la partie d'échecs stratégique entre l'Est et l'Ouest, qui permet d'accompagner aisément les acteurs dans le cadre d'une logique somme toute familière. Par contre, le langage de la géologie a aujourd'hui remplacé celui de la théorie des jeux apportant avec lui son indétermination et ses incertitudes[121]. Samuel Huntington réfère ainsi aux « zones de fracture » entre civilisations, l'économiste Lester C. Thurow voit des « plaques tectoniques » en train de se télescoper, Robert Kaplan nous annonce les « secousses sismiques[122] » qui résulteront des pressions démographiques et écologiques. Cependant, la connaissance des « forces profondes » qui vont modifier notre environnement à l'horizon du prochain siècle ne nous permet guère de préciser où, quand et avec quelle fréquence vont se produire les prochains accidents sismiques qui affecteront le paysage géopolitique. La réponse que l'on peut apporter à la première question soulevée dans notre introduction (Y a-t-il des raisons de croire que le XXIe siècle sera plus – ou moins – belliqueux que les trois siècles précédents ?) demeure donc ambiguë : si l'on observe les chiffres concernant la fréquence des conflits armés durant la dernière décennie, on peut noter une tendance très nette à la baisse. Plusieurs arguments, relevés au cours des pages précédentes, incitent cependant à la prudence. Très spécifiquement, si les effets de la recomposition du système international, dans son ensemble, demeurent difficiles à déchiffrer, l'analyse des configurations régionales – ce que Barry Buzan a appelé les *Regional Security Complexes*[123] – fait très nettement apparaître des « zones de

119. « The Future of the State. A Survey of the World Economy », *The Economist*, 20 septembre 1997, p. 8.
120. Daniel ESTY *et al.*, *op. cit.*, p. 1.
121. John Lewis GADDIS, « Living in Candlestick Park », *Atlantic Monthly*, avril 1999, 283 (4), p. 66.
122. *Ibidem.*
123. Barry BUZAN, *People, States and Fear. An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, Boulder, Lynne Rienner, 1991, pp.186-229.

fractures » potentielles (qu'il s'agisse de l'Asie méridionale, de l'Afrique ou du Moyen-Orient) où la logique traditionnelle de la concurrence politico-militaire et du dilemme de la sécurité continue à s'imposer. Renforçant ce constat, si la thèse du « doux commerce » a été répétée à satiété ces dernières années, il conviendrait de la nuancer en rappelant que la force militaire conserve apparemment une large part de son utilité, en tant qu'instrument politique, dans un monde caractérisé par la rareté des ressources essentielles et l'exiguïté territoriale[124]. Nous aurions pu d'ailleurs, dans ce contexte, faire référence à l'évolution récente de la technologie militaire qui, selon certains, favorise à nouveau l'usage de la force à des fins offensives. L'émergence de ce que les Américains ont nommé la révolution dans les affaires militaires rendrait ainsi à la guerre son caractère clausewitzien ou instrumental, neutralisant les effets pacificateurs de l'arme nucléaire à qui nous devons la « longue paix » de 1945 à 2000[125]. Finalement, une des thèses optimistes qui a le plus mal résisté à l'épreuve des événements de la dernière décennie est certainement celle de Francis Fukuyama. Dans cette optique, le XXIe siècle ne nous ouvre pas la perspective d'une culture politique globale plus homogène. Le panorama qui s'offre à nous est plutôt caractérisé par les déchirements et les replis identitaires qui affectent la plupart des sociétés bousculées par la mondialisation. Or, on peut avancer que ce contexte est plus propice aux résurgences nationalistes et xénophobes qu'à l'émergence d'une solidarité internationale, articulée autour d'un certain nombre de valeurs universelles[126].

A-t-on observé récemment un changement qualitatif dans la nature du phénomène guerre ? Cette seconde question autorise une réponse plus claire, quoique également préoccupante. Il est certain que nous sommes témoins, depuis maintenant quatre décennies, d'une croissance relative des conflits infra-étatiques par rapport aux guerres interétatiques et, sans pouvoir parler d'une « explosion » de « guerres du troisième type » depuis 1989, il est certainement exact de souligner l'existence d'une tendance à long terme qui affecte particulièrement le tiers-monde. Ce phénomène semble d'ailleurs, pour beaucoup d'observateurs, indiquer une crise de l'État et de la gouverne dans les

124. Voir l'article de John Orme cité précédemment, ainsi que Peter LIBERMAN, *Does Conquest Pay ? The Exploitation of Occupied Industrial Societies*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

125. La liste des ouvrages portant sur la RMA est considérable mais on consultera avec profit Yves BOYER (dir.), *Une révolution dans les affaires militaires ?*, Paris, Les cahiers de la Fondation pour les études de défense, n° 13, juin 1998. En ce qui a trait à la thèse selon laquelle nous entrons dans une nouvelle ère dominée par l'offensive, voir S. Van EVERA, *Causes of War : Power and the Roots of Conflict*, Ithaca, Cornell University Press, 1999.

126. Notons d'ailleurs que ces réactions affectent également des pays en développement et des sociétés industrialisées comme la France, l'Australie ou la Chine. Dans le cas français, on peut souligner la vague d'antiaméricanisme agressif qui affecte les débats politiques depuis quelque temps (voir Pascal BRUCKNER, « Pourquoi cette rage anti-américaine ? », *Le Monde*, 7 avril 1999, p. 1.). Dans les cas australien et chinois, Kim R. Nossal a souligné les poussées de fièvre nationalistes qui se sont manifestées au cours des dernières années (Kim R. NOSSAL, « The Rage of Nations : Australia and French Nuclear Testing and Hong Kong and the Diaoyutai-Shoto », *Pacifica Review*, 10 (3), octobre 1998, pp. 187-202.

sociétés non occidentales. Cet affaiblissement de l'État fera-t-il tache d'huile ? Certains le prétendent[127], mais les « États effondrés » constituent encore des phénomènes trop peu étudiés pour que l'on puisse s'avancer très loin sur ce terrain. La polémologie ou, si l'on préfère, l'analyse scientifique des conflits s'est en effet presque entièrement consacrée depuis cinquante ans à l'étude des guerres dites traditionnelles et il semble qu'un rattrapage considérable doive être effectué dans ce domaine..

L'immense avantage du débat sur l'avenir de la guerre, de ce point de vue, est certainement d'avoir fait passer un brusque courant d'air frais dans la tour d'ivoire des internationalistes. Nombre de spécialistes régionaux, d'ethnologues, de comparativistes et de sociologues ont pu intervenir dans la discussion sur les guerres internes et, si l'on en juge par le nombre d'articles de fond portant sur la dynamique des guerres civiles dans des revues traditionnelles comme *International Security*, *Survival, Security Studies,* le champ des études stratégiques s'est considérablement renouvelé ces dernières années, à la fois au niveau empirique et au niveau théorique. Il s'est aussi concentré sur un certain nombre de thèmes de recherche précis et, spécifiquement, sur l'étude des déterminants et des mécanismes des conflits internes. La sous-discipline a retrouvé, à cet égard, une vitalité remarquable. Ce renouveau, il faut également le noter, n'a pas été seulement le fait de contributions externes à la sous-discipline des relations internationales. Certains des thèmes de discussion les plus intéressants ont, en effet, été lancés par des internationalistes comme Kal Holsti, Michael Doyle, Steve Van Evera, Jack Snyder[128], etc., parallèlement aux contributions qui proviennent de l'extérieur du champ des relations internationales comme celles de Donald Horowitz[129], Samuel Huntington et Ted Robert Gurr, aux États-Unis, et Jean-Claude Rufin ou Didier Bigo, en France[130].

Contrairement à ce que certains laissent entendre, les études dites « stratégiques », et tout particulièrement l'analyse des conflits, se portent bien en cette fin de millénaire, et le sentiment exprimé par Stephen Walt, en 1991, d'assister à une véritable renaissance de la sous-discipline semble bien se confirmer dans le secteur que nous avons examiné ici[131].

127. Martin Van CREVELD, *The Rise and Decline of the State,*Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
128. Voir les textes de ces auteurs cités dans le présent article.
129. Donald HOROWITZ, *Ethnic Groups in Conflict*, Berkeley, California University Press, 1986.
130. Voir les textes de ces auteurs cités dans le présent article.
131. Stephen WALT, « The Renaissance of Security Studies », *International Studies Quarterly*, juin 1991, 35 (2), pp. 211-240.